

2025/2386

28.11.2025

**RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) 2025/2386 DE LA COMMISSION****du 27 novembre 2025****instituant un droit antidumping définitif sur les importations de planches à repasser originaires de la République populaire de Chine à l'issue d'un réexamen au titre de l'expiration des mesures effectué en vertu de l'article 11, paragraphe 2, du règlement (UE) 2016/1036 du Parlement européen et du Conseil**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2016/1036 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 relatif à la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping de la part de pays non membres de l'Union européenne <sup>(1)</sup> (ci-après le «règlement de base»), et notamment son article 11, paragraphe 2,

considérant ce qui suit:

**1. PROCÉDURE****1.1. Enquêtes précédentes et mesures en vigueur**

- (1) Par son règlement (CE) n° 452/2007 <sup>(2)</sup>, le Conseil a institué des droits antidumping sur les importations de planches à repasser originaires de la République populaire de Chine et d'Ukraine (ci-après les «mesures initiales»).
- (2) Par le règlement d'exécution (UE) n° 1243/2010 <sup>(3)</sup>, le Conseil a institué un droit antidumping définitif sur les importations de planches à repasser de Since Hardware (Guangzhou) Co., un producteur-exportateur chinois de planches à repasser. Les enquêtes qui ont abouti à l'institution des mesures initiales seront dénommées ci-après les «enquêtes initiales».
- (3) Par le règlement d'exécution (UE) n° 77/2010 <sup>(4)</sup>, le Conseil a modifié les mesures antidumping définitives instituées sur les importations de planches à repasser originaires de la République populaire de Chine à l'issue d'un réexamen au titre de nouvel exportateur conformément à l'article 11, paragraphe 4, du règlement de base.
- (4) Par le règlement d'exécution (UE) n° 270/2010 <sup>(5)</sup>, le Conseil a modifié les mesures à l'issue d'un réexamen intermédiaire au titre de l'article 11, paragraphe 3, du règlement de base.
- (5) Par le règlement d'exécution (UE) n° 805/2010 <sup>(6)</sup>, le Conseil a réinstitué un droit antidumping définitif sur les importations de planches à repasser de Foshan Shunde Yongjian Housewares and Hardware Co. Ltd, à Foshan, un producteur-exportateur chinois de planches à repasser, afin de se conformer à l'arrêt rendu par la Cour dans l'affaire C-141/08 P <sup>(7)</sup>.

<sup>(1)</sup> JO L 176 du 30.6.2016, p. 21, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2016/1036/oj>.

<sup>(2)</sup> Règlement (CE) n° 452/2007 du Conseil du 23 avril 2007 instituant un droit antidumping définitif et portant perception définitive du droit provisoire institué sur les importations de planches à repasser originaires de la République populaire de Chine et d'Ukraine (JO L 109 du 26.4.2007, p. 12, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2007/452/oj>).

<sup>(3)</sup> Règlement d'exécution (UE) n° 1243/2010 du Conseil du 20 décembre 2010 instituant un droit antidumping définitif sur les importations de planches à repasser originaires de la République populaire de Chine et produites par la société Since Hardware (Guangzhou) Co., Ltd. (JO L 338 du 22.12.2010, p. 22, ELI: [http://data.europa.eu/eli/reg\\_impl/2010/1243/oj](http://data.europa.eu/eli/reg_impl/2010/1243/oj)).

<sup>(4)</sup> Règlement d'exécution (UE) n° 77/2010 du Conseil du 19 janvier 2010 modifiant le règlement (CE) n° 452/2007 instituant un droit antidumping définitif sur les importations de planches à repasser originaires, entre autres, de la République populaire de Chine (JO L 24 du 28.1.2010, p. 1, ELI: [http://data.europa.eu/eli/reg\\_impl/2010/77/oj](http://data.europa.eu/eli/reg_impl/2010/77/oj)).

<sup>(5)</sup> Règlement d'exécution (UE) n° 270/2010 du Conseil du 29 mars 2010 modifiant le règlement (CE) n° 452/2007 instituant un droit antidumping définitif sur les importations de planches à repasser originaires, entre autres, de la République populaire de Chine (JO L 84 du 31.3.2010, p. 13, ELI: [http://data.europa.eu/eli/reg\\_impl/2010/270/oj](http://data.europa.eu/eli/reg_impl/2010/270/oj)).

<sup>(6)</sup> Règlement d'exécution (UE) n° 805/2010 du Conseil du 13 septembre 2010 réinstituant un droit antidumping définitif sur les importations de planches à repasser originaires de la République populaire de Chine, fabriquées par Foshan Shunde Yongjian Housewares and Hardware Co. Ltd, à Foshan (JO L 242 du 15.9.2010, p. 1, ELI: [http://data.europa.eu/eli/reg\\_impl/2010/805/oj](http://data.europa.eu/eli/reg_impl/2010/805/oj)).

<sup>(7)</sup> Arrêt de la Cour (première chambre) du 1<sup>er</sup> octobre 2009, Foshan Shunde Yongjian Housewares & Hardware Co. Ltd/Conseil de l'Union européenne, C-141/08 P, ECLI:EU:C:2009:598.

- (6) Par le règlement d'exécution (UE) n° 987/2012 <sup>(8)</sup>, le Conseil a réinstitué un droit antidumping définitif sur les importations de planches à repasser originaires de la République populaire de Chine, fabriquées par Zhejiang Harmonic Hardware Products Co. Ltd, afin de se conformer à l'arrêt rendu par le Tribunal dans l'affaire T-274/07 <sup>(9)</sup>.
- (7) Par le règlement d'exécution (UE) n° 695/2013 <sup>(10)</sup>, le Conseil a prorogé les mesures pour cinq années supplémentaires en ce qui concerne les importations de planches à repasser originaires de la République populaire de Chine et a abrogé les mesures sur les importations de planches à repasser originaires d'Ukraine, à la suite d'un réexamen au titre de l'expiration des mesures effectué conformément à l'article 11, paragraphe 2, du règlement de base et d'un réexamen intermédiaire effectué conformément à l'article 11, paragraphe 3, du règlement de base.
- (8) Par le règlement d'exécution (UE) 2019/1662 <sup>(11)</sup>, la Commission a réinstitué les mesures antidumping définitives sur les importations de planches à repasser originaires de la République populaire de Chine à l'issue d'un réexamen au titre de l'expiration des mesures effectué en vertu de l'article 11, paragraphe 2, du règlement de base (ci-après le «précédent réexamen au titre de l'expiration des mesures»).
- (9) Les droits antidumping actuellement en vigueur sont fixés à des taux compris entre 18,1 % et 39,6 % pour les importations en provenance des producteurs-exportateurs retenus dans l'échantillon et à un taux de 42,3 % pour toutes les autres sociétés de la République populaire de Chine.

#### 1.2. Demande de réexamen au titre de l'expiration des mesures

- (10) À la suite de la publication d'un avis d'expiration prochaine <sup>(12)</sup>, la Commission européenne (ci-après la «Commission») a été saisie d'une demande de réexamen au titre de l'article 11, paragraphe 2, du règlement de base.
- (11) La demande de réexamen a été déposée le 29 juin 2024 par cinq producteurs de l'Union (Afer FUTE - Fábrica de Utilidades de Tubo S.A., Brabantia Latvia SIA, Colombo New Scal SpA, Rõrets Polska Sp. z o.o et Sonocol Indústria Metalúrgica de Utilidades Domésticas S.A.) (ci-après les «requérants») au nom de l'industrie de l'Union des planches à repasser en vertu de l'article 5, paragraphe 4, du règlement de base (ci-après la «demande»). La demande faisait valoir que l'expiration des mesures serait susceptible d'entraîner la continuation du dumping et la réapparition du préjudice causé à l'industrie de l'Union.

#### 1.3. Ouverture d'un réexamen au titre de l'expiration des mesures

- (12) Ayant déterminé, après consultation du comité institué par l'article 15, paragraphe 1, du règlement de base, qu'il existait des éléments de preuve suffisants pour ouvrir un réexamen au titre de l'expiration des mesures, la Commission a ouvert le 1<sup>er</sup> octobre 2024 un réexamen au titre de l'expiration des mesures concernant les importations dans l'Union de planches à repasser originaires de la République populaire de Chine (ci-après le «pays concerné», la «Chine» ou la «RPC») sur la base de l'article 11, paragraphe 2, du règlement de base. Elle a publié un avis d'ouverture au *Journal officiel de l'Union européenne* <sup>(13)</sup> (ci-après l'«avis d'ouverture»).

<sup>(8)</sup> Règlement d'exécution (UE) n° 987/2012 du Conseil du 22 octobre 2012 réinstituant un droit antidumping définitif sur les importations de planches à repasser originaires de la République populaire de Chine, fabriquées par Zhejiang Harmonic Hardware Products Co. Ltd (JO L 297 du 26.10.2012, p. 5, ELI: [http://data.europa.eu/eli/reg\\_impl/2012/987/oj](http://data.europa.eu/eli/reg_impl/2012/987/oj)).

<sup>(9)</sup> Arrêt du Tribunal (quatrième chambre) du 8 novembre 2011, Zhejiang Harmonic Hardware Products/Conseil, T-274/07 (JO C 223 du 22.9.2007, p. 15, CELEX: 62007TA0274).

<sup>(10)</sup> Règlement d'exécution (UE) n° 695/2013 du Conseil du 15 juillet 2013 instituant un droit antidumping définitif sur les importations de planches à repasser originaires de la République populaire de Chine et abrogeant les mesures antidumping sur les importations de planches à repasser originaires d'Ukraine à la suite d'un réexamen au titre de l'expiration des mesures effectué conformément à l'article 11, paragraphe 2, et d'un réexamen intermédiaire partiel effectué conformément à l'article 11, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 1225/2009 (JO L 198 du 23.7.2013, p. 1, ELI: [http://data.europa.eu/eli/reg\\_impl/2013/695/oj](http://data.europa.eu/eli/reg_impl/2013/695/oj)).

<sup>(11)</sup> Règlement d'exécution (UE) 2019/1662 de la Commission du 1<sup>er</sup> octobre 2019 instituant un droit antidumping définitif sur les importations de planches à repasser originaires de la République populaire de Chine à l'issue d'un réexamen au titre de l'expiration des mesures effectué en vertu de l'article 11, paragraphe 2, du règlement (UE) 2016/1036 du Parlement européen et du Conseil (JO L 252 du 2.10.2019, p. 1, ELI: [http://data.europa.eu/eli/reg\\_impl/2019/1662/oj](http://data.europa.eu/eli/reg_impl/2019/1662/oj)).

<sup>(12)</sup> Avis d'expiration prochaine de certaines mesures antidumping (JO C, C/2024/788, 16.1.2024, ELI: <http://data.europa.eu/eli/C/2024/788/oj>).

<sup>(13)</sup> Avis d'ouverture d'un réexamen au titre de l'expiration des mesures antidumping applicables aux importations de planches à repasser originaires de la République populaire de Chine (JO C, C/2024/5916, 1.10.2024, ELI: <http://data.europa.eu/eli/C/2024/5916/oj>).

#### 1.4. Période d'enquête de réexamen et période considérée

- (13) L'enquête relative à la continuation ou à la réapparition du dumping a porté sur la période comprise entre le 1<sup>er</sup> juillet 2023 et le 30 juin 2024 (ci-après la «période d'enquête de réexamen»). L'analyse des tendances utiles à l'évaluation de la probabilité d'une continuation ou d'une réapparition du préjudice a porté sur la période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier 2020 et la fin de la période d'enquête de réexamen (ci-après la «période considérée»).

#### 1.5. Parties intéressées

- (14) Dans l'avis d'ouverture, les parties intéressées ont été invitées à prendre contact avec la Commission en vue de participer à l'enquête. De plus, la Commission a expressément informé les requérants, d'autres producteurs de l'Union, tous les producteurs connus de la République populaire de Chine, les importateurs, les utilisateurs et les opérateurs commerciaux, ainsi que les associations notoirement concernées de l'ouverture du réexamen au titre de l'expiration des mesures et les a invités à y participer.
- (15) Les parties intéressées ont eu la possibilité de formuler des observations concernant l'ouverture du réexamen au titre de l'expiration des mesures et de demander à être entendues par la Commission et/ou par le conseiller-auditeur dans le cadre des procédures commerciales.

#### 1.6. Échantillonnage

- (16) Dans l'avis d'ouverture, la Commission a indiqué qu'elle était susceptible de procéder à un échantillonnage des parties intéressées conformément à l'article 17 du règlement de base.

##### *Échantillonnage des producteurs de l'Union*

- (17) Dans l'avis d'ouverture, la Commission a indiqué qu'elle avait provisoirement sélectionné un échantillon de producteurs de l'Union. La Commission a sélectionné l'échantillon sur la base de la représentativité du volume de production et des ventes du produit similaire. Cet échantillon se composait de trois producteurs de l'Union, représentant plus de 55 % du volume total estimé de la production et des ventes de l'Union et assurait une bonne répartition géographique. Conformément à l'article 17, paragraphe 2, du règlement de base, la Commission a invité les parties intéressées à formuler des observations sur l'échantillon provisoire. Aucune des parties intéressées n'ayant formulé d'observations, la Commission a confirmé que les producteurs de l'Union provisoirement retenus dans l'échantillon avaient finalement été sélectionnés pour faire partie de l'échantillon définitif. L'échantillon est représentatif de l'industrie de l'Union.

##### *Échantillonnage des importateurs*

- (18) Afin de déterminer s'il était nécessaire de procéder à un échantillonnage et, le cas échéant, de constituer un échantillon, la Commission a demandé aux importateurs indépendants de fournir les informations spécifiées dans l'avis d'ouverture.
- (19) Aucun importateur indépendant n'a communiqué les informations demandées ni n'a accepté d'être inclus dans l'échantillon. Vu l'absence de coopération, la Commission a décidé qu'il n'était pas nécessaire de recourir à l'échantillonnage.

##### *Échantillonnage des producteurs de la RPC*

- (20) Afin de déterminer s'il était nécessaire de procéder à un échantillonnage et, le cas échéant, de constituer un échantillon, la Commission a invité tous les producteurs connus de la RPC à fournir les informations spécifiées dans l'avis d'ouverture. De plus, la Commission a demandé aux autorités du pays exportateur et aux associations de producteurs d'identifier et/ou de contacter d'éventuels autres producteurs susceptibles de vouloir participer à l'enquête.
- (21) Aucun producteur-exportateur du pays concerné n'a fourni les informations demandées ni n'a accepté d'être inclus dans l'échantillon. Vu l'absence de coopération, la Commission a décidé qu'il n'était pas nécessaire de recourir à l'échantillonnage.
- (22) Les parties intéressées ont eu la possibilité de formuler des observations concernant l'ouverture du réexamen au titre de l'expiration des mesures et de demander à être entendues par la Commission et/ou par le conseiller-auditeur dans le cadre des procédures commerciales.

### 1.7. Questionnaires et visites de vérification

- (23) La Commission a envoyé aux pouvoirs publics de la République populaire de Chine (ci-après les «pouvoirs publics chinois») un questionnaire concernant l'existence de distorsions significatives en RPC au sens de l'article 2, paragraphe 6 bis, point b), du règlement de base.
- (24) La Commission a envoyé des questionnaires aux producteurs de l'Union retenus dans l'échantillon, aux importateurs indépendants et aux utilisateurs. Ces questionnaires ont également été mis à disposition en ligne <sup>(14)</sup> le jour de l'ouverture de l'enquête.
- (25) Seuls les trois producteurs de l'Union retenus dans l'échantillon ont répondu au questionnaire.
- (26) La Commission a recherché et vérifié toutes les informations jugées nécessaires pour déterminer, d'une part, la probabilité d'une continuation ou d'une réapparition du dumping et du préjudice et, d'autre part, l'intérêt de l'Union. Conformément à l'article 16 du règlement de base, des visites de vérification ont été effectuées dans les locaux des sociétés suivantes:

Producteurs de l'Union:

- Afer FUTE, au Portugal,
- Colombo New Scal SpA, en Italie, et
- Rören Polska Spółka z o.o. et AB Rören Industrier, en Suède, toutes deux vérifiées en Pologne.

### 1.8. Suite de la procédure

- (27) Le 19 septembre 2025, la Commission a communiqué les faits et considérations essentiels sur la base desquels elle envisageait de maintenir les droits antidumping en vigueur. Toutes les parties se sont vu accorder un délai pour formuler des observations sur les informations communiquées.
- (28) Aucune observation contestant les conclusions de la Commission n'a été reçue.

## 2. PRODUIT SOUMIS AU RÉEXAMEN, PRODUIT CONCERNÉ ET PRODUIT SIMILAIRE

### 2.1. Produit soumis au réexamen

- (29) Le produit faisant l'objet du présent réexamen au titre de l'expiration des mesures est le même que lors des enquêtes initiales et du précédent réexamen au titre de l'expiration des mesures, à savoir les planches à repasser, montées ou non sur pied, avec ou sans plateau aspirant et/ou chauffant et/ou soufflant, y compris les jeannettes de repassage, et leurs éléments essentiels, à savoir les pieds, la planche et le repose-fer (ci-après le «produit soumis au réexamen»).

### 2.2. Produit concerné

- (30) Le produit concerné par la présente enquête est le produit soumis au réexamen originaire de la RPC relevant actuellement des codes NC ex 3924 90 00, ex 4421 99 99, ex 7323 93 00, ex 7323 99 00, ex 8516 79 70 et ex 8516 90 00 (codes TARIC 3924 90 00 10, 4421 99 99 10, 7323 93 00 10, 7323 99 00 10, 8516 79 70 10 et 8516 90 00 51).

### 2.3. Produit similaire

- (31) Comme établi par les enquêtes initiales et par le précédent réexamen au titre de l'expiration des mesures, la présente enquête de réexamen au titre de l'expiration des mesures a confirmé que les produits suivants présentaient les mêmes caractéristiques physiques et techniques essentielles et étaient destinés aux mêmes usages fondamentaux:
- le produit concerné exporté vers l'Union,
  - le produit soumis au réexamen produit et vendu sur le marché intérieur de la République populaire de Chine,

<sup>(14)</sup> <https://tron.trade.ec.europa.eu/investigations/case-view?caseId=2752>.

- le produit soumis au réexamen produit et vendu au reste du monde par les producteurs-exportateurs, et
- le produit soumis au réexamen produit et vendu dans l'Union par l'industrie de l'Union.

(32) Ces produits sont donc considérés comme étant des produits similaires au sens de l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 4, du règlement de base.

### 3. DUMPING

#### 3.1. Observations liminaires

- (33) Au cours de la période d'enquête de réexamen, les importations de planches à repasser en provenance de Chine se sont poursuivies. D'après les données communiquées à la Commission par les États membres conformément à l'article 14, paragraphe 6, du règlement de base (ci-après la «base de données constituée en application de l'article 14, paragraphe 6»), les importations de planches à repasser en provenance de la RPC ont compté pour environ 6 % du marché de l'Union au cours de la période d'enquête de réexamen, contre 11 % au cours du précédent réexamen au titre de l'expiration des mesures <sup>(15)</sup>. En quantités absolues, le volume des importations était important au cours de la période d'enquête de réexamen et a affiché une tendance à la hausse au cours de la période considérée.
- (34) Comme indiqué au considérant 21, aucun des producteurs-exportateurs chinois n'a coopéré à l'enquête. Dès lors, le 16 décembre 2024, la Commission a informé les autorités chinoises qu'en raison de l'absence de coopération, elle pouvait appliquer l'article 18 du règlement de base et fonder ses conclusions relatives à la continuation ou à la réapparition du dumping et du préjudice en ce qui concerne les producteurs-exportateurs de la RPC sur les données disponibles. La Commission n'a reçu aucune observation ni allégation des pouvoirs publics chinois concernant l'application de l'article 18 du règlement de base.
- (35) Par conséquent, conformément à l'article 18 du règlement de base, les conclusions relatives à la probabilité d'une continuation ou d'une réapparition du dumping et du préjudice ont été fondées sur les données disponibles, en particulier sur les informations fournies dans la demande et les statistiques fondées sur la base de données constituée en application de l'article 14, paragraphe 6. En outre, la Commission a utilisé d'autres sources d'information accessibles au public, telles que la Banque mondiale, le Global Trade Atlas (Atlas mondial du commerce, ci-après le «GTA»), les bases de données Orbis du Bureau van Dijk et les statistiques de l'Organisation internationale du travail (ci-après l'OIT). La Commission s'est également appuyée sur les conclusions du précédent réexamen au titre de l'expiration des mesures ainsi que sur les conclusions des enquêtes antidumping concernant le même produit ouvertes par les autorités compétentes des États-Unis et du Royaume-Uni.

#### 3.2. Dumping

##### 3.2.1. *Procédure de détermination de la valeur normale conformément à l'article 2, paragraphe 6 bis, du règlement de base*

- (36) Au regard des éléments de preuve suffisants disponibles au moment de l'ouverture de l'enquête, qui tendaient à montrer l'existence de distorsions significatives au sens de l'article 2, paragraphe 6 bis, point b), du règlement de base, la Commission a ouvert l'enquête au titre dudit article 2, paragraphe 6 bis.
- (37) Afin d'obtenir les informations qu'elle jugeait nécessaires à son enquête concernant les distorsions significatives alléguées, la Commission a envoyé un questionnaire aux pouvoirs publics chinois. De plus, au point 5.3.2 de l'avis d'ouverture, la Commission a invité toutes les parties intéressées à faire connaître leur point de vue, à communiquer des informations et à fournir des éléments de preuve à l'appui en ce qui concerne l'application de l'article 2, paragraphe 6 bis, du règlement de base, et ce dans les 37 jours suivant la date de publication dudit avis au *Journal officiel de l'Union européenne*. Les pouvoirs publics chinois n'ont transmis aucune réponse au questionnaire, et aucune observation sur l'application de l'article 2, paragraphe 6 bis, du règlement de base n'a été communiquée dans le délai imparti. Par la suite, le 19 décembre 2024, la Commission a informé les pouvoirs publics chinois qu'elle utiliserait les données disponibles au sens de l'article 18 du règlement de base pour déterminer l'existence de distorsions significatives en RPC. Aucune observation ni allégation concernant l'application de l'article 18 du règlement de base n'a été reçue.

<sup>(15)</sup> Règlement d'exécution (UE) 2019/1662 de la Commission.

- (38) Au point 5.3.2 de l'avis d'ouverture, la Commission a également précisé qu'au regard des éléments de preuve disponibles, elle avait provisoirement sélectionné la Turquie comme pays représentatif approprié en vertu de l'article 2, paragraphe 6 bis, point a), du règlement de base aux fins de la détermination de la valeur normale sur la base de prix ou de valeurs de référence non faussés. En outre, la Commission a indiqué qu'elle examinerait d'autres pays représentatifs appropriés potentiels conformément aux critères établis à l'article 2, paragraphe 6 bis, point a), premier tiret, du règlement de base.
- (39) Le 19 mai 2025, la Commission a informé les parties intéressées, par une note, des sources pertinentes qu'elle prévoyait d'utiliser aux fins de la détermination de la valeur normale. Dans cette note, la Commission a communiqué une liste de tous les facteurs de production, tels que les matières premières, la main-d'œuvre et l'énergie, qui sont utilisés dans la fabrication de planches à repasser (ci-après la «note relative aux facteurs de production»). De plus, sur la base des critères orientant le choix de prix ou de valeurs de référence non faussés et de la demande, la Commission a considéré que la Turquie était un pays représentatif approprié. La Commission n'a pas reçu d'observations sur la note relative aux facteurs de production.

#### 3.2.1.1. Valeur normale

- (40) Conformément à l'article 2, paragraphe 1, du règlement de base, *«[l]a valeur normale est normalement basée sur les prix payés ou à payer, au cours d'opérations commerciales normales, par des acheteurs indépendants dans le pays exportateur»*.
- (41) Toutefois, aux termes de l'article 2, paragraphe 6 bis, point a), du règlement de base, *«[l]orsqu'il est jugé inapproprié [...] de se fonder sur les prix et les coûts sur le marché intérieur du pays exportateur du fait de l'existence, dans ce pays, de distorsions significatives au sens du point b), la valeur normale est calculée exclusivement sur la base de coûts de production et de vente représentant des prix ou des valeurs de référence non faussés»* et *«comprend un montant non faussé et raisonnable pour les dépenses administratives, les frais de vente et les autres frais généraux ainsi que pour la marge bénéficiaire»* (les «dépenses administratives, les frais de vente et les autres frais généraux» sont dénommés ci-après «frais VAG»).
- (42) Comme précisé ci-dessous, la Commission a conclu, dans le cadre de la présente enquête, que, sur la base des éléments de preuve disponibles et compte tenu de l'absence de coopération de la part des pouvoirs publics chinois et des producteurs-exportateurs, l'application de l'article 2, paragraphe 6 bis, du règlement de base était appropriée.

##### 3.2.1.1.1. Existence de distorsions significatives

- (43) La Commission a examiné les éléments de preuve versés au dossier afin de déterminer s'il existait des distorsions significatives au sens de l'article 2, paragraphe 6 bis, point b), du règlement de base en RPC, qui rendraient inappropriée l'utilisation des prix et des coûts sur le marché intérieur de ce pays. Cette analyse a porté sur les éléments de preuve suivants concernant les différents critères pertinents pour établir l'existence de distorsions significatives.
- (44) Premièrement, les éléments de preuve contenus dans la demande comprenaient les éléments suivants indiquant l'existence de distorsions significatives.
- (45) Les requérants ont signalé que le marché en cause est constitué dans une large mesure d'entreprises opérant sous la propriété, le contrôle ou la supervision stratégique des autorités chinoises, et que cette influence concerne non seulement le marché du produit soumis au réexamen, mais aussi le marché des matières premières essentielles (à savoir l'acier). Selon les requérants, cette influence est exercée par les pouvoirs publics chinois au moyen de deux canaux principaux, l'un consistant à remodeler la structure sociale du secteur et l'autre à exercer un contrôle sur la gestion et le personnel des différentes entreprises publiques <sup>(16)</sup>.
- (46) Les requérants ont pris acte des conclusions tirées par la Commission lors du précédent réexamen au titre de l'expiration des mesures, selon lesquelles les fournisseurs des principaux composants du produit concerné sont détenus par l'État chinois. Dans la demande, les requérants ont non seulement relevé que les producteurs de planches à repasser, tels que Hardware (Guangzhou) Co. Ltd, entretiennent des liens étroits avec le PCC <sup>(17)</sup>, mais ont également mentionné, comme établi lors du précédent réexamen au titre de l'expiration des mesures, l'influence du PCC sur les fournisseurs de composants clés du produit soumis au réexamen <sup>(18)</sup>.

<sup>(16)</sup> Document de travail des services de la Commission, «Significant Distortions in the Economy of the People's Republic of China for the Purposes of the Trade Defence Investigations» (ci-après le «rapport»), 10 avril 2024, SWD(2024) 91 final – Section 5.5, p. 120.

<sup>(17)</sup> Considérant 64 du règlement d'exécution (UE) 2019/1662 de la Commission.

<sup>(18)</sup> Considérant 60 du règlement d'exécution (UE) 2019/1662 de la Commission.

- (47) Les requérants ont également souligné que la présence de l'État dans les entreprises lui permet d'influer sur la formation des prix et sur les coûts. Ils se sont référés aux conclusions tirées par la Commission lors du précédent réexamen au titre de l'expiration des mesures, selon lesquelles cela est possible grâce à la présence de cellules du PCC au sein des entreprises tant publiques que privées <sup>(19)</sup>. Les prix et les coûts sont influencés par divers instruments tels que l'augmentation ou la baisse artificielle du niveau de l'approvisionnement en matières premières ou par un mécanisme de fixation des prix <sup>(20)</sup>.
- (48) En outre, les requérants ont indiqué que les mesures ou politiques publiques favorisent les fournisseurs nationaux ou influencent d'une autre manière le libre jeu des forces du marché. Ils ont relevé à cet égard que *«les politiques chinoises sont manifestement interventionnistes»*. Ils ont en particulier mentionné des mesures telles que la stratégie *«Made in China 2025»*, *«qui fixe l'objectif de promouvoir l'industrie manufacturière [...] et désigne les bonifications d'intérêts sur les prêts comme un type de soutien financier à fournir aux entreprises»*, précisant en outre que *«les banques et autres prêteurs sont censés soutenir ces politiques en accordant des prêts à des entreprises actives dans ces secteurs»* <sup>(21)</sup>.
- (49) Les requérants ont fait observer que le secteur du produit soumis au réexamen est fortement influencé par les mesures stratégiques concernant l'acier, qui est la principale matière première utilisée pour la fabrication de planches à repasser. À cet égard, les requérants ont mentionné le *«contrôle global des pouvoirs publics qui empêche le libre jeu des forces du marché dans le secteur sidérurgique»* <sup>(22)</sup>.
- (50) De plus, les requérants ont invoqué l'absence, l'application discriminatoire ou l'exécution inadéquate de lois sur la faillite, les entreprises ou la propriété. Ils ont fait référence aux conclusions tirées par la Commission lors du précédent réexamen au titre de l'expiration des mesures, selon lesquelles *«le secteur des [produits concernés est] sujet aux distorsions qui s'opèrent "de haut en bas", entraînées par une application discriminatoire ou une mise en œuvre inadéquate des lois sur la faillite et la propriété»* <sup>(23)</sup>.
- (51) Les requérants ont par ailleurs signalé les distorsions des coûts salariaux dans le secteur du produit soumis au réexamen et de ses matières premières en Chine, en se référant au précédent réexamen au titre de l'expiration des mesures, qui avait permis d'établir que *«les coûts salariaux étaient faussés dans le secteur de la fabrication de planches à repasser et dans les secteurs fournissant ses composants clés»* <sup>(24)</sup>.
- (52) Enfin, les requérants ont relevé que l'accès au financement était faussé en faveur des producteurs du produit soumis au réexamen. En particulier, selon eux, *«le fonctionnement du système financier se caractérise par la présence de l'État, tant du côté des emprunts que du côté des prêts, ainsi que par l'absence de mécanismes de marché normaux tels que des procédures efficaces et transparentes de faillite et de sortie du marché»* <sup>(25)</sup>.
- (53) Deuxièmement, dans de récentes enquêtes concernant le secteur du produit soumis au réexamen ou le secteur sidérurgique — l'acier étant la principale matière première utilisée pour la fabrication de planches à repasser — en RPC <sup>(26)</sup>, la Commission a constaté l'existence de distorsions significatives au sens de l'article 2, paragraphe 6 bis, point b), du règlement de base. Dans le cadre de ces enquêtes, elle a constaté qu'il existait une intervention étatique importante en RPC, source de distorsions dans la répartition effective des ressources

<sup>(19)</sup> Rapport – section 3.3.2, p. 47.

<sup>(20)</sup> Rapport – section 12.10, p. 357.

<sup>(21)</sup> Rapport – section 11.2.2, p. 299.

<sup>(22)</sup> Rapport – section 14.8, p. 416.

<sup>(23)</sup> Considérant 81 du règlement d'exécution (UE) 2019/1662 de la Commission.

<sup>(24)</sup> Considérant 84 du règlement d'exécution (UE) 2019/1662 de la Commission.

<sup>(25)</sup> Rapport – section 6.8, p. 181.

<sup>(26)</sup> Règlement d'exécution (UE) 2024/1666 de la Commission du 6 juin 2024 instituant un droit antidumping définitif sur les importations de câbles en acier originaires de la République populaire de Chine, tel qu'étendu aux importations de câbles en acier expédiés du Maroc et de la République de Corée, qu'ils aient ou non été déclarés originaires de ces pays, à la suite d'un réexamen au titre de l'expiration des mesures conformément à l'article 11, paragraphe 2, du règlement (UE) 2016/1036 du Parlement européen et du Conseil, [http://data.europa.eu/eli/reg\\_impl/2024/1666/oj](http://data.europa.eu/eli/reg_impl/2024/1666/oj); règlement d'exécution (UE) 2023/1444 de la Commission du 11 juillet 2023 instituant un droit antidumping provisoire sur les importations de plats à boudin en acier originaires de la République populaire de Chine et de Turquie; règlement d'exécution (UE) 2023/100 de la Commission du 11 janvier 2023 instituant un droit antidumping provisoire sur les importations de fûts réutilisables en acier inoxydable originaires de la République populaire de Chine, [http://data.europa.eu/eli/reg\\_impl/2023/1444/oj](http://data.europa.eu/eli/reg_impl/2023/1444/oj); règlement d'exécution (UE) 2022/2068 de la Commission du 26 octobre 2022 instituant un droit antidumping définitif sur les importations de certains produits plats laminés à froid en acier originaires de la République populaire de Chine et de la Fédération de Russie à l'issue d'un réexamen au titre de l'expiration des mesures effectué en vertu de l'article 11, paragraphe 2, du règlement (UE) 2016/1036 du Parlement européen et du Conseil, [http://data.europa.eu/eli/reg\\_impl/2022/2068/oj](http://data.europa.eu/eli/reg_impl/2022/2068/oj); règlement d'exécution (UE) 2022/191 de la Commission du 16 février 2022 instituant un droit antidumping définitif sur les importations de certains éléments de fixation en fer ou en acier originaires de la République populaire de Chine, [http://data.europa.eu/eli/reg\\_impl/2022/191/oj](http://data.europa.eu/eli/reg_impl/2022/191/oj).

conformément aux principes du marché<sup>(27)</sup>. En particulier, la Commission a conclu que, dans le secteur sidérurgique, non seulement les pouvoirs publics chinois conservaient une part importante de propriété au sens de l'article 2, paragraphe 6 bis, point b), premier tiret, du règlement de base<sup>(28)</sup>, mais ils étaient également en mesure d'influer sur les prix et les coûts du fait de leur présence au sein même des entreprises au sens de l'article 2, paragraphe 6 bis, point b), deuxième tiret, du règlement de base<sup>(29)</sup>. La Commission a en outre constaté que la présence et l'intervention de l'État sur les marchés financiers, ainsi que dans la fourniture de matières premières et d'intrants, ont un effet de distorsion supplémentaire sur le marché. En effet, globalement, le système de planification en RPC a pour effet d'orienter les ressources vers des secteurs désignés par les pouvoirs publics chinois comme stratégiques ou sinon politiquement importants; l'affectation de ces ressources n'est donc pas régie par les forces du marché<sup>(30)</sup>. Par ailleurs, la Commission a conclu que les lois chinoises sur la faillite et la propriété ne fonctionnent pas de manière appropriée au sens de l'article 2, paragraphe 6 bis, point b), quatrième tiret, du règlement de base, ce qui donne lieu à des distorsions notamment par le maintien d'entreprises insolvables à flot et l'attribution de droits d'utilisation du sol en RPC<sup>(31)</sup>. Dans le même ordre d'idées, la Commission a constaté des distorsions des coûts salariaux dans le secteur sidérurgique au sens de l'article 2, paragraphe 6 bis, point b), cinquième tiret, du règlement de base<sup>(32)</sup>, ainsi que des distorsions sur les marchés financiers au sens de l'article 2, paragraphe 6 bis, point b), sixième tiret, du règlement de base, en particulier en ce qui concerne l'accès des entreprises aux capitaux en RPC<sup>(33)</sup>.

- (54) Troisièmement, lors du dernier réexamen au titre de l'expiration des mesures concernant le produit soumis au réexamen<sup>(34)</sup>, la Commission a conclu à l'existence de distorsions significatives au sens de l'article 2, paragraphe 6 bis, point b), du règlement de base. La Commission n'a connaissance d'aucun changement structurel majeur en RPC en général et/ou dans le secteur concerné en particulier susceptible de modifier cette conclusion.
- (55) Quatrièmement, des éléments de preuve supplémentaires disponibles dans le rapport élaboré par la Commission conformément à l'article 2, paragraphe 6 bis, point c), du règlement de base ont également mis en évidence l'existence de distorsions significatives au cours de la période d'enquête de réexamen.
- (56) Cinquièmement, aucun élément de preuve ou argument démontrant le contraire n'a été présenté par les pouvoirs publics chinois ou par les producteurs-exportateurs dans le cadre de la présente enquête.

<sup>(27)</sup> Considérant 76 du règlement d'exécution (UE) 2024/1666 de la Commission; considérant 66 du règlement d'exécution (UE) 2023/1444 de la Commission; considérant 58 du règlement d'exécution (UE) 2023/100 de la Commission; considérant 80 du règlement d'exécution (UE) 2022/2068 de la Commission; et considérant 208 du règlement d'exécution (UE) 2022/191 de la Commission.

<sup>(28)</sup> Voir considérant 60 du règlement d'exécution (UE) 2024/1666 de la Commission; considérant 45 du règlement d'exécution (UE) 2023/1444 de la Commission; considérant 38 du règlement d'exécution (UE) 2023/100 de la Commission; considérant 64 du règlement d'exécution (UE) 2022/2068 de la Commission; et considérant 192 du règlement d'exécution (UE) 2022/191 de la Commission.

<sup>(29)</sup> Voir considérants 66 à 68 du règlement d'exécution (UE) 2024/1666 de la Commission; considérant 58 du règlement d'exécution (UE) 2023/1444 de la Commission; considérant 40 du règlement d'exécution (UE) 2023/100 de la Commission; considérant 66 du règlement d'exécution (UE) 2022/2068 de la Commission; et considérants 193 et 194 du règlement d'exécution (UE) 2022/191 de la Commission. Si le droit de désigner et de destituer les principaux dirigeants des entreprises publiques conféré aux autorités étatiques compétentes par la législation chinoise peut être considéré comme reflétant les droits de propriété correspondants, les cellules du PCC dans les entreprises, tant publiques que privées, représentent un autre moyen important par lequel l'État peut intervenir dans les décisions commerciales. Conformément au droit chinois des sociétés, une organisation du PCC doit être mise en place dans chaque société (avec au moins trois membres du PCC, comme le prévoient les statuts du PCC) et l'entreprise concernée doit veiller à ce que les conditions nécessaires aux activités de l'organisation du parti soient réunies. Par le passé, il semble que cette exigence n'ait pas toujours été respectée ni strictement appliquée. Toutefois, depuis 2016 au moins, le PCC a renforcé ses prétentions à contrôler les décisions commerciales dans les entreprises publiques par principe politique. Le PCC exercerait également des pressions sur les entreprises privées pour que celles-ci privilégient le «patriotisme» et se soumettent à la discipline du parti. En 2017, il a été rapporté que des cellules du parti existaient dans 70 % des quelque 1,86 million d'entreprises privées, y exerçant une pression croissante pour que les organisations du PCC aient le dernier mot dans le cadre de la prise de décisions commerciales au sein de leurs entreprises respectives. Ces règles sont d'application générale dans l'ensemble de l'économie chinoise, tous secteurs confondus, et s'appliquent donc aussi aux producteurs du produit soumis au réexamen et à leurs fournisseurs d'intrants.

<sup>(30)</sup> Voir considérants 61 à 65 du règlement d'exécution (UE) 2024/1666 de la Commission; considérant 59 du règlement d'exécution (UE) 2023/1444 de la Commission; considérant 43 du règlement d'exécution (UE) 2023/100 de la Commission; considérant 68 du règlement d'exécution (UE) 2022/2068 de la Commission; et considérants 195 et 201 du règlement d'exécution (UE) 2022/191 de la Commission.

<sup>(31)</sup> Voir considérant 62 du règlement d'exécution (UE) 2023/1444 de la Commission; considérant 52 du règlement d'exécution (UE) 2023/100 de la Commission; considérant 74 du règlement d'exécution (UE) 2022/2068 de la Commission; et considérant 202 du règlement d'exécution (UE) 2022/191 de la Commission.

<sup>(32)</sup> Voir considérant 72 du règlement d'exécution (UE) 2024/1666 de la Commission; considérant 45 du règlement d'exécution (UE) 2023/1444 de la Commission; considérant 33 du règlement d'exécution (UE) 2023/100 de la Commission; considérant 75 du règlement d'exécution (UE) 2022/2068 de la Commission; et considérant 203 du règlement d'exécution (UE) 2022/191 de la Commission.

<sup>(33)</sup> Voir considérant 73 du règlement d'exécution (UE) 2024/1666 de la Commission; considérant 64 du règlement d'exécution (UE) 2023/1444 de la Commission; considérant 54 du règlement d'exécution (UE) 2023/100 de la Commission; considérant 76 du règlement d'exécution (UE) 2022/2068 de la Commission; et considérant 204 du règlement d'exécution (UE) 2022/191 de la Commission.

<sup>(34)</sup> Considérants 99 et 100 du règlement d'exécution (UE) 2019/1662 de la Commission.



- (57) Eu égard aux considérations qui précèdent, il ressortait des éléments de preuve disponibles que les prix ou coûts du produit soumis au réexamen, dont les coûts des matières premières, de l'énergie et de la main-d'œuvre, ne sont pas déterminés par le libre jeu des forces du marché car ils subissent l'effet d'une intervention étatique importante au sens de l'article 2, paragraphe 6 bis, point b), du règlement de base, comme le prouve l'incidence réelle ou potentielle d'un ou de plusieurs des facteurs pertinents qui y sont énumérés. Sur cette base, la Commission a conclu qu'il n'était pas approprié de se fonder sur les prix et les coûts sur le marché intérieur pour déterminer la valeur normale dans cette affaire. Par conséquent, la Commission a calculé la valeur normale exclusivement sur la base des coûts de production et de vente représentant des prix ou des valeurs de référence non faussés, c'est-à-dire, en l'espèce, sur la base des coûts de production et de vente correspondants dans un pays représentatif approprié, conformément à l'article 2, paragraphe 6 bis, point a), du règlement de base.

#### 3.2.1.1.2. Pays représentatif

#### **Observations générales**

- (58) Le choix du pays représentatif a été effectué sur la base des critères suivants, conformément à l'article 2, paragraphe 6 bis, du règlement de base:
- un niveau de développement économique semblable à celui de la Chine. À cette fin, la Commission a utilisé des pays présentant un revenu national brut par habitant semblable à celui de la Chine en se fondant sur la base de données de la Banque mondiale <sup>(35)</sup>,
  - l'existence d'une production du produit soumis au réexamen dans ce pays <sup>(36)</sup>,
  - la disponibilité de données publiques pertinentes dans le pays représentatif,
  - lorsqu'il existe plusieurs pays représentatifs potentiels, la préférence doit être accordée, le cas échéant, au pays appliquant un niveau adéquat de protection sociale et environnementale.
- (59) Comme expliqué au considérant 39, la Commission a publié une note au dossier relative aux sources utilisées pour le calcul de la valeur normale: la note relative aux facteurs de production du 19 mai 2025. Cette note décrivait les faits et les éléments de preuve sur lesquels étaient fondés les critères pertinents. Dans cette note, la Commission a informé les parties intéressées de son intention de considérer la Turquie comme pays représentatif approprié en l'espèce, si l'existence de distorsions significatives au sens de l'article 2, paragraphe 6 bis, du règlement de base venait à être confirmée.

#### **Niveau de développement économique semblable à celui de la RPC**

- (60) Dans la note relative aux facteurs de production, la Commission a établi que la Turquie était le pays présentant, selon la Banque mondiale, un niveau de développement économique semblable à celui de la RPC; en d'autres termes, elle est classée par la Banque mondiale comme un pays à «revenu intermédiaire, tranche supérieure» sur la base de son revenu national brut et il était notoire que le produit soumis au réexamen y était produit.
- (61) Aucune observation n'a été reçue concernant le pays désigné dans cette note.

#### **Disponibilité de données publiques pertinentes dans le pays représentatif**

- (62) La Commission a analysé attentivement toutes les données pertinentes disponibles dans le dossier pour les facteurs de production dans le pays représentatif potentiel et a indiqué ce qui suit:
- la Commission a analysé les statistiques sur les importations de toutes les matières premières répertoriées dans la note relative aux facteurs de production. Elle a établi que la Turquie avait importé toutes les matières premières utiles durant la période d'enquête de réexamen,
  - les prix de l'électricité et du gaz pour les consommateurs autres que les ménages étaient négligeables compte tenu de la quantité insignifiante nécessaire au processus de production des planches à repasser,

<sup>(35)</sup> Données ouvertes de la Banque mondiale – Revenu intermédiaire, tranche supérieure, <https://donnees.banquemondiale.org/niveau-de-revenu/revenu-intermediaire-tranche-superieure>.

<sup>(36)</sup> Si le produit soumis au réexamen n'est pas fabriqué dans un pays présentant un niveau de développement similaire, la fabrication d'un produit relevant de la même catégorie générale et/ou du même secteur général que le produit soumis au réexamen peut être prise en considération.

- les statistiques de l'OIT ont fourni des informations sur les salaires mensuels dans le secteur de la fabrication ainsi que sur les heures de travail hebdomadaires en Turquie. Des informations similaires étaient également publiquement accessibles sur le site web de l'institut de statistique turc [«TURKSTAT» <sup>(37)</sup>],
- dans la note relative aux facteurs de production, la Commission a indiqué que la demande ne mentionnait aucun producteur de planches à repasser en Turquie, et la Commission n'en a pas trouvé non plus. En lieu et place, la demande reposait sur des statistiques sectorielles publiées par la Banque centrale de Turquie, utilisant des données relatives aux entreprises turques opérant dans le secteur NACE C-259: fabrication d'autres ouvrages en métaux. Dans la note relative aux facteurs de production, la Commission a considéré que les données financières de la Banque centrale de Turquie relatives aux entreprises relevant du code NACE C-259 étaient officielles et fiables et a indiqué qu'elle avait l'intention d'utiliser les données disponibles les plus récentes (2023) pour calculer les frais VAG et la marge bénéficiaire.

- (63) Compte tenu des considérations qui précèdent, la Commission a informé les parties intéressées, par la note relative aux facteurs de production, de son intention de choisir la Turquie comme pays représentatif approprié, conformément à l'article 2, paragraphe 6 bis, point a), premier tiret, du règlement de base, afin d'obtenir des prix ou des valeurs de référence non faussés pour le calcul de la valeur normale.
- (64) Les parties intéressées ont été invitées à présenter leurs observations sur le caractère approprié du choix de la Turquie en tant que pays représentatif.
- (65) Aucune observation n'a été reçue.

#### ***Niveau de protection sociale et environnementale***

- (66) Ayant établi que la Turquie était le seul pays représentatif approprié possible sur la base de l'ensemble des éléments susmentionnés, la Commission a jugé qu'il n'était pas nécessaire de procéder à l'évaluation du niveau de protection sociale et environnementale prévue à la dernière phrase de l'article 2, paragraphe 6 bis, point a), premier tiret, du règlement de base.

#### ***Conclusion***

- (67) Compte tenu de l'analyse qui précède, la Turquie remplissait les critères énoncés à l'article 2, paragraphe 6 bis, point a), premier tiret, du règlement de base pour être considérée comme pays représentatif approprié.
- (68) À cet égard, la Commission n'a pas reçu d'observations émanant de parties intéressées.

#### ***Sources utilisées pour déterminer les coûts non faussés***

- (69) Dans la note relative aux facteurs de production, la Commission a énuméré les facteurs de production, tels que les matières premières, l'énergie et la main-d'œuvre, utilisés dans la production du produit soumis au réexamen par les producteurs-exportateurs et a invité les parties intéressées à présenter leurs observations et à proposer des informations accessibles au public sur des valeurs non faussées pour chacun des facteurs de production mentionnés dans cette note. Aucune observation n'a été reçue.
- (70) La Commission a également indiqué que, pour calculer la valeur normale conformément à l'article 2, paragraphe 6 bis, point a), du règlement de base, elle utiliserait le GTA pour déterminer le coût non faussé de la plupart des facteurs de production, notamment les matières premières. En outre, la Commission a indiqué qu'elle utiliserait TURKSTAT pour établir les coûts non faussés de la main-d'œuvre <sup>(38)</sup>. Pour ce qui est de l'énergie, l'enquête précédente a montré que la quantité d'électricité et de gaz naturel consommée pendant le processus de production des planches à repasser est négligeable. Dès lors, aux fins de la présente enquête, les coûts de l'énergie seront à nouveau considérés comme négligeables <sup>(39)</sup>.

<sup>(37)</sup> <https://www.tuik.gov.tr/>.

<sup>(38)</sup> Institut de statistique turc (TURKSTAT).

<sup>(39)</sup> Considérant 127 du règlement d'exécution (UE) 2019/1662 de la Commission.

**Facteurs de production**

- (71) Compte tenu des informations contenues dans la demande, les facteurs de production suivants et leurs sources ont été recensés afin de déterminer la valeur normale conformément à l'article 2, paragraphe 6 bis, point a), du règlement de base:

Tableau 1

**Facteurs de production des planches à repasser**

Facteur de production	Code SH	Valeur non faussée	Unité de mesure	Source d'information
<b>Matières premières</b>				
Tubes en acier: (19 × 0,7 mm) (EN 1035-3)/22 × 0,7 mm) (EN 10305-3)	730 630	14,76	kg	Global Trade Atlas (¹) (GTA)
Tubes en acier: (20 × 0,6 × 1 080 mm)	730 669	15,14	kg	GTA
Fil métallique de 5,5 mm	721 710	12,16	kg	GTA
Fil métallique de 7,75 mm	721 720	12,12	kg	GTA
Fil métallique de 5-7 mm (C9D)	721 790	21,14	kg	GTA
Métal (DC01) et tôle de 0,7 mm, 1 mm et 3 mm	721 123	6,55	kg	GTA
Treillis métallique 320 × 1 100 mm	731 450	17,62	kg	GTA
Rondelles, rivets et vis	731 823	87,38	kg	GTA
Ressorts	731 829	142,68	kg	GTA
Mousse de polyuréthane 25 kg/m³	392 113	60,00	kg	GTA
Mousse (polyuréthane 25 kg/m³)	392 490	39,04	kg	GTA
Éléments en silicone et en matière plastique	392 630	103,90	kg	GTA
Coton	520 852	18,55	m²	GTA
Ficelle	550 922	19,48	kg	GTA
Fil	550 810	31,88	kg	GTA
Peinture: mélange époxy/polyester	320 649	31,66	kg	GTA

Facteur de production	Code SH	Valeur non faussée	Unité de mesure	Source d'information
Carton + étiquette	481 910	16,12	kg	GTA
Film rétractable	392 020	17,64	kg	GTA
Étiquette de couleur	480 258	10,25	kg	GTA
Emballage rétractable	392 010	23,22	kg	GTA
<b>Main-d'œuvre</b>				
Coût de la main-d'œuvre	s.o.	44,88	heure	OIT/statistiques nationales

(<sup>1</sup>) <http://www.gtis.com/gta/secure/default.cfm>.

### 3.2.1.1.3. Matières premières

- (72) Une planche à repasser est généralement une planche étroite, dure et plate recouverte d'une protection résistante à la chaleur, dont les pieds sont souvent pliables et sur laquelle des vêtements ou du linge peuvent être repassés. D'après la définition du produit soumis au réexamen couvert par cette enquête, elle peut également inclure un plateau aspirant et/ou chauffant et/ou soufflant, des jeannettes de repassage et d'autres éléments. La principale matière première utilisée dans les planches à repasser est le métal, essentiellement de l'acier (tôle, tubes, fils métalliques). D'autres matières premières sont utilisées dans la production de planches à repasser, notamment de la peinture/des revêtements, des pièces en plastique, de la mousse et du tissu.
- (73) La structure des coûts varie en fonction du type de planche à repasser produite, par exemple les planches haut de gamme contiennent des types de matériaux différents de ceux des planches à repasser basiques. La Commission s'est appuyée sur la demande de réexamen afin de préciser les facteurs de production utilisés pour produire les planches à repasser. Comme indiqué plus haut, aucune des parties intéressées n'a formulé d'observations à cet égard.
- (74) Afin d'établir le prix non faussé des matières premières livrées à l'entrée de l'usine d'un producteur du pays représentatif, la Commission s'est fondée sur le prix à l'importation moyen pondéré vers le pays représentatif tel qu'indiqué dans le GTA, auquel ont été ajoutés les droits à l'importation. Le prix à l'importation dans le pays représentatif a été déterminé en tant que moyenne pondérée des prix unitaires des importations en provenance de tous les pays tiers, à l'exclusion de la RPC et des pays qui ne sont pas membres de l'OMC, énumérés à l'annexe 1 du règlement (UE) 2015/755 du Parlement européen et du Conseil<sup>(40)</sup>. La Commission a décidé d'exclure les importations dans le pays représentatif en provenance de la RPC puisqu'elle a conclu, aux considérants 43 à 57, qu'il était inapproprié de se fonder sur les prix et les coûts sur le marché intérieur chinois du fait de l'existence de distorsions significatives au sens de l'article 2, paragraphe 6 bis, point b), du règlement de base. À défaut d'éléments de preuve démontrant que les produits destinés à l'exportation ne subissent pas, eux aussi, les mêmes distorsions, la Commission a considéré que les mêmes distorsions affectaient les prix à l'exportation. Après l'exclusion des importations en provenance de la RPC vers le pays représentatif, le volume des importations en provenance d'autres pays tiers restait représentatif.
- (75) Normalement, les prix du transport intérieur devraient aussi être ajoutés à ces prix à l'importation. Cependant, au vu des conclusions relatives au dumping exposées aux considérants 87 à 89 et compte tenu de la nature de la présente enquête de réexamen au titre de l'expiration des mesures, qui vise à déterminer si le dumping a continué durant la période d'enquête de réexamen ou pourrait réapparaître, et non à en déterminer l'ampleur exacte, la Commission a décidé qu'il était inutile d'ajuster les montants des frais de transport intérieur. De tels ajustements auraient pour seul effet d'augmenter la valeur normale et, donc, la marge de dumping.

<sup>(40)</sup> Règlement (UE) 2015/755 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 relatif au régime commun applicable aux importations de certains pays tiers (JO L 123 du 19.5.2015, p. 33, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2015/755/oj>). Selon l'article 2, paragraphe 7, du règlement de base, les prix sur le marché intérieur de ces pays ne peuvent pas être utilisés aux fins du calcul de la valeur normale.

3.2.1.1.4. *Main-d'œuvre*

- (76) L'institut de statistique turc publie des informations détaillées sur les salaires dans différents secteurs économiques turcs. La Commission a utilisé les dernières statistiques disponibles de 2022 pour le coût moyen de la main-d'œuvre dans le secteur sidérurgique de la nomenclature statistique des activités économiques, communément appelée NACE, qui inclut les coûts de la main-d'œuvre dans le secteur sidérurgique, c'est-à-dire le code NACE C-259 Fabrication d'autres ouvrages en métaux <sup>(41)</sup>.

3.2.1.1.5. *Énergie*

- (77) D'après la demande de réexamen, la quantité d'énergie (électricité et gaz naturel) consommée pendant le processus de production des planches à repasser est négligeable. Cela a été confirmé par les conclusions du précédent réexamen au titre de l'expiration des mesures, qui n'ont pas été contestées dans le cadre de la présente enquête. Étant donné que l'enquête n'a révélé aucune information contredisant ces conclusions, celles-ci ont été acceptées et, aux fins de la présente enquête, les coûts de l'énergie ont été considérés comme négligeables.

3.2.1.1.6. *Frais généraux de fabrication, frais VAG, marge bénéficiaire et amortissement*

- (78) Aux termes de l'article 2, paragraphe 6 bis, point a), du règlement de base, «[l]a valeur normale ainsi calculée comprend un montant non faussé et raisonnable pour les dépenses administratives, les frais de vente et les autres frais généraux ainsi que pour la marge bénéficiaire». De plus, une valeur pour les frais généraux de fabrication doit être établie pour tenir compte des coûts non inclus dans les facteurs de production susmentionnés.
- (79) Afin d'établir une valeur non faussée pour les frais généraux de fabrication et compte tenu de l'absence de coopération de la part des producteurs-exportateurs, la Commission a utilisé les données disponibles, conformément à l'article 18 du règlement de base. Par conséquent, sur la base des données fournies par les requérants, la Commission a établi le ratio entre les frais généraux de fabrication et les coûts totaux de fabrication et de main-d'œuvre. Ce pourcentage a ensuite été appliqué à la valeur non faussée du coût de fabrication pour obtenir la valeur non faussée des frais généraux de fabrication en fonction du modèle produit. En l'absence de toute information accessible au public pour les producteurs turcs de planches à repasser, les frais VAG et la marge bénéficiaire ont été déterminés sur la base des informations figurant dans les statistiques sectorielles publiées par la Banque centrale de Turquie, à savoir les dernières statistiques disponibles (2023) pour les produits relevant du code C-259 Fabrication d'autres ouvrages en métaux.

3.2.1.1.7. *Calcul de la valeur normale*

- (80) Sur la base des éléments précédents, la Commission a calculé la valeur normale par type de produit au niveau départ usine, conformément à l'article 2, paragraphe 6 bis, point a), du règlement de base. En raison de l'absence de coopération de la part des producteurs-exportateurs chinois, il n'a pas été possible d'établir quels modèles de planches à repasser étaient produits en Chine. La Commission s'est appuyée sur les informations fournies par les requérants dans la demande de réexamen, conformément à l'article 18 du règlement de base. À cette fin, les requérants ont recensé six modèles de planches à repasser, dont des planches à repasser bas de gamme et haut de gamme. La valeur normale a été établie pour ces modèles selon la méthode expliquée aux considérants 81 à 83 ci-après.
- (81) Premièrement, la Commission a déterminé les coûts de fabrication non faussés. En l'absence de coopération des producteurs-exportateurs, elle s'est appuyée sur les informations fournies par les requérants dans la demande de réexamen sur l'utilisation de chaque facteur (matériaux et main-d'œuvre) pour la production de planches à repasser.
- (82) Après avoir établi les coûts de fabrication non faussés, la Commission a ajouté les frais généraux de fabrication, les frais VAG et la marge bénéficiaire, comme indiqué au considérant 78. La Commission a ajouté les éléments suivants aux coûts de fabrication non faussés:
- les frais généraux de fabrication, qui représentaient au total 20 % des coûts directs de fabrication,
  - les frais VAG et autres coûts, qui représentaient 10 % du coût des marchandises vendues (ci-après le «CMV»), et
  - la marge bénéficiaire, qui représentait 16 % du CMV, a été appliquée au total des coûts de fabrication non faussés et des frais généraux de fabrication.

<sup>(41)</sup> NACE Rév. 2 - Nomenclature statistique des activités économiques - Produits Manuels et instructions - Eurostat.

- (83) Sur cette base, la Commission a calculé la valeur normale par type de produit au niveau départ usine, conformément à l'article 2, paragraphe 6 bis, point a), du règlement de base.
- (84) Étant donné qu'aucun producteur-exportateur chinois n'a coopéré et que, par conséquent, la Commission ne disposait d'aucune information sur la gamme de produits, que ce soit pour le marché intérieur ou pour les exportations vers l'Union, la Commission a également établi une valeur normale à l'échelle nationale en calculant la moyenne des valeurs normales par type de produit.

#### 3.2.1.2. Prix à l'exportation

- (85) En l'absence de coopération des producteurs-exportateurs chinois, la détermination du prix à l'exportation pour toutes les importations a été fondée sur les données disponibles. Le prix à l'exportation a été fondé sur les informations de la base de données constituée en application de l'article 14, paragraphe 6, et ajusté au niveau franco à bord (ci-après «FOB») en déduisant la manutention et le fret maritime sur la base des éléments de preuve fournis dans la demande de réexamen <sup>(42)</sup>. Étant donné que, dans la base de données constituée en application de l'article 14, paragraphe 6, les volumes d'importation sont indiqués en kilos, la Commission a converti les chiffres fournis en pièces (unités) en utilisant la clé de conversion établie dans le cadre du précédent réexamen au titre de l'expiration des mesures <sup>(43)</sup> mentionné au considérant 8.
- (86) La Commission ne dispose pas d'informations détaillées sur la gamme de produits en raison de l'absence de coopération des producteurs-exportateurs chinois, et les chiffres de la base de données constituée en application de l'article 14, paragraphe 6 incluent toutes les planches à repasser sans distinction de types. Par conséquent, la Commission a également utilisé les prix à l'exportation, par type de produit, des offres et devis fournis dans la demande <sup>(44)</sup>, ajustés au niveau FOB sur la même base que les données de la base de données constituée en application de l'article 14, paragraphe 6. La demande ne contenait aucun élément de preuve de coûts de transport interne en Chine, de sorte qu'elle a utilisé le prix FOB comme valeur de remplacement du prix départ usine. Au vu de la conclusion relative à l'existence d'un dumping figurant aux considérants 87 à 89, et compte tenu de la nature de la présente enquête de réexamen au titre de l'expiration des mesures, qui vise à déterminer si le dumping a continué durant la période d'enquête de réexamen ou pouvait réapparaître, et non à en déterminer l'ampleur exacte, la Commission a décidé qu'il était inutile de déduire les frais de transport intérieur, étant donné que cela ne ferait que réduire le prix à l'exportation, et donc augmenter la marge de dumping.

#### 3.2.1.3. Comparaison et marge de dumping

- (87) La Commission a comparé la valeur normale moyenne à l'échelle nationale ainsi calculée conformément à l'article 2, paragraphe 6 bis, point a), du règlement de base avec le prix à l'exportation au niveau départ usine, comme établi ci-dessus. Sur cette base, la marge de dumping moyenne pondérée, exprimée en pourcentage du prix CIF frontière de l'Union avant dédouanement, dépassait 10 %.
- (88) La Commission a également comparé les prix à l'exportation fondés sur la demande de réexamen aux valeurs normales établies pour les types de produit correspondants établies au cours de la présente enquête. Sur cette base, les marges de dumping, exprimées en pourcentage du prix CIF frontière de l'Union avant dédouanement, vont de 37 % à 104 % en fonction du type de produit.
- (89) La Commission a donc conclu que le dumping avait continué pendant la période d'enquête de réexamen.

### 4. PROBABILITÉ D'UNE CONTINUATION DU DUMPING

- (90) En plus de la détermination de l'existence d'un dumping au cours de la période d'enquête de réexamen, la Commission a examiné la probabilité d'une continuation du dumping en cas d'abrogation des mesures, conformément à l'article 11, paragraphe 2, du règlement de base. Elle a analysé les éléments supplémentaires suivants: les capacités de production et les capacités inutilisées en Chine, ainsi que l'attrait du marché de l'Union.

<sup>(42)</sup> Section 6.2 de la demande de réexamen.

<sup>(43)</sup> Considérant 134 du règlement d'exécution (UE) 2019/1662 de la Commission.

<sup>(44)</sup> Section 6.2 et annexes 8 et 9 de la demande de réexamen.

#### 4.1. Capacités de production et capacités inutilisées en Chine

- (91) Aucun des producteurs-exportateurs chinois n'a fourni d'informations sur les capacités de production réelles en Chine. Par ailleurs, aucune information, notamment des statistiques ou des études de marché, concernant spécifiquement les planches à repasser n'est accessible au public, de sorte que les conclusions ont dû être établies sur la base des informations fournies par les requérants dans la demande de réexamen et des conclusions du précédent réexamen au titre de l'expiration des mesures, en tant qu'informations disponibles conformément à l'article 18 du règlement de base.
- (92) Selon les informations contenues dans la demande, les producteurs chinois disposent de capacités de production excédentaires <sup>(45)</sup>. Les éléments de preuve fournis par les requérants dans la demande étaient fondés sur le précédent réexamen au titre de l'expiration des mesures et ont été confirmés par les conclusions du dernier rapport de la Commission du commerce international des États-Unis d'août 2021 (troisième réexamen de l'ordonnance d'imposition de droits antidumping). Ces dernières montrent que les producteurs chinois ont la capacité d'accroître encore les exportations du produit concerné, en déplaçant la production entre les lignes de production existantes en fonction de la demande. Les données relatives aux exportations utilisées dans le rapport de la Commission du commerce international des États-Unis montraient déjà qu'entre 2015 et 2020, les producteurs chinois étaient les plus grands exportateurs mondiaux d'autres meubles en métal, lesquels comprennent les planches à repasser et d'autres produits relevant de la même catégorie de produits globale. Ils représentaient entre 46 % et 56 % des exportations mondiales de ces produits <sup>(46)</sup>. En outre, selon les requérants et sur la base du dernier rapport, cette surcapacité découle du soutien générant des distorsions apporté par les pouvoirs publics chinois et des surcapacités pour le principal intrant, à savoir l'acier.
- (93) D'après les conclusions du précédent réexamen au titre de l'expiration des mesures, qui n'ont pas été contestées dans le cadre de la présente enquête, les producteurs chinois peuvent facilement installer des capacités de production supplémentaires, car le processus de fabrication repose principalement sur la main-d'œuvre. De plus, les producteurs chinois de planches à repasser produisent également d'autres ouvrages en métaux sur des chaînes de production qui pourraient facilement être utilisées pour produire des planches à repasser. Cela leur permet d'accroître leur production de planches à repasser en déplaçant la production entre les lignes de production existantes en fonction de la demande. Une telle augmentation de la capacité ne requiert aucun investissement important ni aucune compétence, et le passage d'un produit à l'autre s'opère donc facilement. L'enquête actuelle n'a révélé aucune information susceptible de remettre en cause ces conclusions.
- (94) Sur cette base, le précédent réexamen au titre de l'expiration des mesures a conclu à l'existence de capacités de production élevées en RPC, couvrant au moins 100 % de la consommation de l'Union et pouvant facilement encore être augmentées <sup>(47)</sup>. L'enquête actuelle n'a révélé aucune information susceptible de remettre en cause ces conclusions.

#### 4.2. Attrait du marché de l'Union

- (95) L'analyse des exportations chinoises a révélé que, malgré les mesures antidumping en vigueur, le marché de l'Union demeure l'un des plus grands marchés d'exportation des producteurs de planches à repasser chinois.
- (96) Cet état de fait est confirmé par le fait que la part de marché chinoise pendant la période d'enquête de réexamen est restée à 6 % malgré les mesures antidumping en vigueur. Cela indique clairement que l'Union demeure un marché attractif pour les producteurs chinois de planches à repasser et que les importations en provenance de la RPC augmenteraient probablement en cas d'expiration des mesures.
- (97) En août 2021, dans le cadre du troisième réexamen au titre de l'expiration des mesures aux États-Unis <sup>(48)</sup>, à la suite d'un premier <sup>(49)</sup> et d'un deuxième réexamen <sup>(50)</sup> au titre de l'expiration des mesures découlant de l'enquête antidumping initiale ouverte en 2003 et ayant donné lieu à l'institution de droits antidumping sur les planches à repasser en provenance de la RPC compris entre 9,47 % et 157,68 %, le ministère américain du commerce a notifié le maintien de l'ordonnance d'imposition de droits antidumping sur les planches à repasser originaires de Chine pour cinq années supplémentaires.

<sup>(45)</sup> Section 8.3 de la demande.

<sup>(46)</sup> P. I-20, Investigation No. 731-TA-1047 (Third Review), Ironing Tables and Certain Parts Thereof from China, août 2021, disponible à l'adresse suivante: [https://www.usitc.gov/publications/701\\_731/pub5221.pdf](https://www.usitc.gov/publications/701_731/pub5221.pdf).

<sup>(47)</sup> Considérant 197 du règlement d'exécution (UE) 2019/1662 de la Commission.

<sup>(48)</sup> Ironing Tables and Certain Parts Thereof from China; Inv. No. 731-TA-1047 (Third Review): <https://ids.usitc.gov/case/1585/investigation/5133> (consulté pour la dernière fois le 26 juin 2025).

<sup>(49)</sup> Ironing Tables and Certain Parts Thereof from China; Inv. No. 731-TA-1047 (Review): [https://ids.usitc.gov/case/1585/investigation/2972 et 2010-15631.pdf](https://ids.usitc.gov/case/1585/investigation/2972%20and%2010-15631.pdf) (consultés pour la dernière fois le 26 juin 2025).

<sup>(50)</sup> Ironing Tables and Certain Parts Thereof from China; Inv. No. 731-TA-1047 (Second Review): [https://ids.usitc.gov/case/1585/investigation/4271 et 2016-05172.pdf](https://ids.usitc.gov/case/1585/investigation/4271%20et%2016-05172.pdf) (consultés pour la dernière fois le 26 juin 2025).

- (98) Outre ces droits, depuis le 24 septembre 2018, les planches à repasser importées de Chine sont soumises à un droit ad valorem supplémentaire de 10 % aux États-Unis, qui a été porté à 25 % à compter du 10 mai 2019 <sup>(51)</sup>.
- (99) À la suite d'un réexamen pour changement de circonstances de l'ordonnance d'imposition de droits antidumping concernant les importations de planches à repasser en provenance de la RPC initialement ouvert en 2022, le 19 avril 2023, le ministère américain du commerce a décidé de ne pas révoquer l'ordonnance instituant de tels droits <sup>(52)</sup>.
- (100) De même, au Royaume-Uni, l'autorité des recours commerciaux a décidé que les droits antidumping de l'Union sur les planches à repasser originaires de Chine devaient être transposés. Dès lors, les droits antidumping sur les importations chinoises de planches à repasser dans l'Union, c'est-à-dire ceux actuellement applicables dans l'Union, ont également été institués par transposition sur les importations chinoises de planches à repasser au Royaume-Uni <sup>(53)</sup>.
- (101) Ces mesures prises aux États-Unis et au Royaume-Uni limitent les marchés d'exportation des producteurs chinois, de sorte qu'il est probable que ceux-ci augmenteraient leurs exportations vers l'Union en cas d'expiration des mesures antidumping.

#### 4.3. Conclusion

- (102) Compte tenu de ses conclusions sur la continuation du dumping durant la période d'enquête de réexamen, comme indiqué aux considérants 87 à 89, et sur l'évolution probable des exportations en cas d'expiration des mesures, comme expliqué aux considérants 91 à 101, la Commission a conclu qu'il était fort probable que l'expiration des mesures antidumping sur les importations en provenance de la RPC se traduise par la continuation du dumping.

### 5. PRÉJUDICE

#### 5.1. Définition de l'industrie de l'Union et de la production de l'Union

- (103) Le produit similaire a été fabriqué par 11 producteurs dans l'Union au cours de la période considérée. Ils constituent l'«industrie de l'Union» au sens de l'article 4, paragraphe 1, du règlement de base.
- (104) La production totale dans l'Union pendant la période d'enquête de réexamen a été établie à environ 3,7 millions d'unités. La Commission a calculé ce chiffre en se basant sur les données fournies par les requérants, qui ont été recoupées avec les données vérifiées des sociétés incluses dans l'échantillon. Comme indiqué au considérant 17, les trois producteurs de l'Union retenus dans l'échantillon représentaient 55 % de la production totale dans l'Union du produit similaire.

<sup>(51)</sup> Commission du commerce international des États-Unis, Investigation No. 731-TA-1047 (Third Review), Ironing Tables and Certain Parts Thereof from China, août 2021, disponible à l'adresse suivante: [pub5221.pdf](#) (consulté pour la dernière fois le 26 juin 2025).

<sup>(52)</sup> Federal Register/Vol. 88, No. 75/Wednesday, April 19, 2023, disponible à l'adresse suivante: <https://www.govinfo.gov/content/pkg/FR-2023-04-19/pdf/2023-08232.pdf> (consulté pour la dernière fois le 26 juin 2025).

<sup>(53)</sup> Avis de décision 2020/35: droit antidumping sur les planches à repasser originaires de la République populaire de Chine, disponible à l'adresse suivante: Notice of determination 2020/35: anti-dumping duty on ironing boards originating in the People's Republic of China - GOV.UK. Les droits antidumping découlant du précédent règlement de réexamen au titre de l'expiration des mesures et ayant ensuite été transposés au Royaume-Uni devaient expirer le 3 octobre 2024. Conformément à l'avis d'ouverture du réexamen aux fins de la transposition n° TD0063 [Notice of Initiation Transition Review No. TD0063 Anti-Dumping duty on ironing boards originating in the People's Republic of China (PRC) Initiation of a Transition Review of Anti-Dumping Measure], l'autorité britannique des recours commerciaux a ouvert un réexamen aux fins de la transposition le 30 septembre 2024, disponible à l'adresse suivante: <https://www.trade-remedies.service.gov.uk/public/case/TD0063/submission/1c3d51b7-04e4-4b1f-b546-5c1760ffbb0b/>.



## 5.2. Consommation de l'Union

- (105) La consommation dans l'Union européenne a été établie sur la base du volume des importations, tel qu'enregistré dans la base de données constituée en application de l'article 14, paragraphe 6, et des volumes des ventes de l'industrie de l'Union sur le marché de l'Union, tels que soumis par les requérants. Ces volumes des ventes ont été contrôlés par recoupement et mis à jour lorsque cela était nécessaire au regard des informations vérifiées des producteurs de l'Union retenus dans l'échantillon. Étant donné que, dans la base de données constituée en application de l'article 14, paragraphe 6, les volumes d'importation sont indiqués en kilos, la Commission a, si nécessaire, converti les chiffres fournis en pièces (unités) en utilisant la clé de conversion établie dans le cadre du précédent réexamen au titre de l'expiration des mesures <sup>(54)</sup> mentionné au considérant 8.
- (106) Au cours de la période considérée, la consommation de l'Union a évolué comme suit:

Tableau 2

### Consommation de l'Union (en unités)

	2020	2021	2022	2023	Période d'enquête de réexamen
Consommation totale de l'Union	6 322 017	5 995 470	5 501 707	5 273 174	5 535 074
Indice	100	95	87	83	88

Source: Réponses au questionnaire et base de données constituée en application de l'article 14, paragraphe 6.

- (107) Au cours de la période considérée, la consommation dans l'Union a diminué de 12 %. Ce fléchissement s'est essentiellement manifesté entre 2020 et 2022. La baisse de 2021 à 2023 s'est produite pendant une période de hausse des prix afin de couvrir l'augmentation soudaine des coûts des intrants, principalement de l'acier, à la suite du déclenchement de la guerre en Ukraine <sup>(55)</sup>. La consommation a de nouveau légèrement augmenté au cours de la période d'enquête de réexamen par rapport à l'ensemble de l'année 2023.

### 5.2.1. Importations dans l'Union en provenance de la RPC

- (108) Pendant la période considérée, les importations dans l'Union en provenance de la RPC et leur part de marché ont évolué de la façon suivante:

Tableau 3

### Volume des importations (en unités) et part de marché

	2020	2021	2022	2023	Période d'enquête de réexamen
Volume des importations en provenance de la RPC	473 904	319 767	261 542	274 324	306 328
Indice	100	67	55	58	58
Part de marché	7 %	5 %	5 %	5 %	6 %
Indice	100	71	63	69	74

Source: Base de données constituée en application de l'article 14, paragraphe 6, et réponses au questionnaire.

<sup>(54)</sup> Considérant 134 du règlement d'exécution (UE) 2019/1662 de la Commission.

<sup>(55)</sup> Point 98 de la demande.

- (109) Les importations ont diminué de 45 % entre 2020 et 2022, puis ont de nouveau augmenté, y compris au cours de la période d'enquête de réexamen. Globalement, elles ont reculé de 35 % pendant la période considérée. Toutefois, la part de marché des importations chinoises est restée relativement stable, passant de 7 % en 2020 à 5 % en 2021, avant de remonter à 6 % au cours de la période d'enquête de réexamen. Bien que les quantités totales des importations aient diminué, reflétant également la configuration de la consommation de l'Union décrite au considérant 107, la part de marché des importations chinoises est restée conséquente durant l'ensemble de la période considérée.
- (110) En raison de l'absence de coopération de la part des producteurs-exportateurs, il existe un manque d'informations sur les types de produits importés de la RPC. Dès lors, la Commission a tenu compte des différents codes douaniers TARIC sous lesquels les importations du produit soumis au réexamen en provenance de la RPC ont été enregistrées, comme indiqué au considérant 30. Sur cette base, au cours de la période considérée, entre 80 % et 95 % des planches à repasser importées de la RPC étaient composées d'acier (codes TARIC 7323 93 00 10 et 7323 99 00 10) <sup>(56)</sup>. Parmi celles-ci, le volume des importations utilisant le code TARIC pertinent pour l'acier inoxydable (7323 93 00 10) a augmenté au cours de la période considérée, passant de 19 % du volume total des importations en 2020 à 36 % au cours de la période d'enquête de réexamen, contre une baisse de 75 % à 59 % du volume total des importations pour le code TARIC couvrant les autres aciers (7323 99 00 10).

#### 5.2.2. Prix des importations en provenance de la RPC et sous-cotation des prix

- (111) Étant donné l'absence de coopération des producteurs-exportateurs chinois, le prix moyen des importations en provenance de la RPC a dû être déterminé sur la base des données disponibles, conformément à l'article 18 du règlement de base, c'est-à-dire à partir des informations contenues dans la base de données constituée en application de l'article 14, paragraphe 6, et en utilisant la même clé de conversion que celle indiquée au considérant 105. La sous-cotation des prix des importations par rapport aux prix de l'industrie de l'Union a été établie en tenant compte des informations communiquées par les requérants et les producteurs de l'Union retenus dans l'échantillon.
- (112) Le prix moyen pondéré des importations dans l'Union en provenance de la RPC a évolué de la manière suivante au cours de la période considérée:

Tableau 4

#### Prix à l'importation (en EUR/unité)

Importations en provenance de la RPC	2020	2021	2022	2023	Période d'enquête de réexamen
Prix moyen à l'importation (en EUR/unité)	11,36	17,00	20,69	18,35	17,73
Indice	100	150	182	162	156

Source: Base de données constituée en application de l'article 14, paragraphe 6.

- (113) Les prix des importations en provenance de la RPC ont augmenté de 56 % au cours de la période considérée. Les quantités importées ont augmenté en particulier pour les types de produits utilisant de l'acier inoxydable relevant du code SH 7323 93 00 (code TARIC 7323 93 00 10), ce qui a entraîné des prix plus élevés que les types de produits importés sous le code 7323 99 00 (code TARIC 7323 99 00 10). Les quantités importées de ces derniers ont diminué au cours de la période considérée, comme illustré au considérant 110.
- (114) Afin de déterminer la sous-cotation des prix durant la période d'enquête de réexamen, le prix de vente moyen pondéré facturé par les producteurs de l'Union retenus dans l'échantillon à leurs acheteurs indépendants sur le marché de l'Union, ajusté au niveau départ usine (c'est-à-dire le prix net de tous rabais et remises, frais de transport dans l'Union non compris), a été comparé, pour chaque type de produit, au prix moyen pondéré correspondant des importations, tel qu'établi au considérant 111 ci-dessus, sur une base CIF, auquel ont ensuite été ajoutés les droits de douane et le droit antidumping.

<sup>(56)</sup> Point 14 de la demande.

- (115) Le résultat de la comparaison a fait apparaître que les prix des importations en provenance de la RPC, exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires des producteurs de l'Union retenus dans l'échantillon au cours de la période d'enquête de réexamen, étaient inférieurs de 4 % aux prix de l'industrie de l'Union. Après déduction des droits antidumping en vigueur, la marge de sous-cotation s'élevait à 26 %.

### 5.3. Importations en provenance de pays tiers autres que la RPC

- (116) Les importations de planches à repasser en provenance de pays tiers autres que la RPC provenaient principalement de Turquie, d'Ukraine et d'Inde.
- (117) Au cours de la période considérée, le volume (agrégé) des importations dans l'Union, la part de marché et les prix des importations de planches à repasser en provenance d'autres pays tiers ont évolué comme suit:

Tableau 5

#### Importations en provenance de pays tiers

Pays		2020	2021	2022	2023	Période d'enquête de réexamen
Turquie	Volume (en unités)	1 120 887	1 120 413	929 773	945 325	1 028 524
	Indice	100	100	83	84	92
	Part de marché	18 %	19 %	17 %	18 %	19 %
	Prix moyen (en EUR/unité)	9,04	9,28	12,59	11,88	11,62
	Indice	100	103	139	131	129
Ukraine	Volume (en unités)	1 076 875	960 185	564 541	491 488	655 160
	Indice	100	89	52	46	61
	Part de marché	17 %	16 %	10 %	9 %	12 %
	Prix moyen (en EUR/unité)	11,03	11,64	14,15	14,44	14,07
	Indice	100	106	128	131	128
Inde	Volume (en unités)	193 309	132 660	240 236	173 572	181 278
	Indice	100	69	124	90	94
	Part de marché	3 %	2 %	4 %	3 %	3 %
	Prix moyen (en EUR/unité)	8,99	10,84	14,29	19,61	19,36
	Indice	100	120	159	218	215

Pays		2020	2021	2022	2023	Période d'enquête de réexamen
Autres	Volume (en unités)	218 575	195 270	87 398	68 899	95 031
	Indice	100	89	40	32	43
	Part de marché	3 %	3 %	2 %	1 %	2 %
	Prix moyen (en EUR/unité)	11,9	12,5	18,9	20,4	20,1
	Indice	100	105	159	172	169
Total des importations en provenance de pays tiers autres que la RPC	Volume (en unités)	2 549 008	2 516 117	1 755 299	1 687 004	1 778 729
	Indice	100	99	69	66	70
	Part de marché	41 %	40 %	33 %	32 %	35 %

Source: Base de données constituée en application de l'article 14, paragraphe 6.

- (118) Dans l'ensemble, le volume des importations en provenance de tous les pays tiers non soumis aux mesures était d'environ 1,8 million d'unités pendant la période d'enquête de réexamen, correspondant à une part de marché de 35 %. La majorité de ces importations provenait de Turquie et d'Ukraine. Sur l'ensemble de la période considérée, le volume des importations en provenance de tous les pays tiers non soumis aux mesures a diminué, passant de 41 % en 2020 à 32 % en 2023, avant de remonter légèrement pour atteindre 35 % au cours de la période d'enquête de réexamen.
- (119) Les importations en provenance de Turquie sont restées globalement stables au cours de la période considérée, fluctuant entre 0,9 et 1,1 million d'unités par an. Les importations totales se sont élevées à 1,1 million en 2020 et à 1,0 million au cours de la période d'enquête de réexamen.
- (120) En revanche, les importations en provenance d'Ukraine ont diminué, passant de 1,0 million à 0,5 million d'unités en 2023. La plus forte baisse a été enregistrée en 2022, avec moins de 0,6 million d'unités contre 1,0 million 2021, en raison de l'éclatement de la guerre en Ukraine. Au cours de la période d'enquête de réexamen, les importations en provenance d'Ukraine ont recommencé à augmenter.
- (121) Les importations en provenance d'Inde sont restées relativement stables (environ 0,2 million d'unités par an) pendant la période considérée. Le volume des importations en provenance d'autres pays tiers était faible: il est passé de 0,2 à 0,1 million d'unités pendant la période considérée.
- (122) Pour ce qui est de la part de marché, les tendances décrites ci-dessus se sont traduites par une augmentation de 1 point de pourcentage (de 18 % en 2020 à 19 % au cours de la période d'enquête de réexamen) pour la Turquie, et par une baisse de la part de marché de l'Ukraine de 17 % en 2020 à 12 % au cours de la période d'enquête de réexamen. La part de marché de l'Inde est restée stable aux alentours de 3 % au cours de la période considérée. La part de marché des autres pays tiers est passée de 3 % en 2020 à 2 % au cours de la période d'enquête de réexamen.

- (123) Le prix moyen des importations en provenance de Turquie a augmenté, passant de 9 EUR/unité en 2020 à 11,6 EUR/unité pendant la période d'enquête de réexamen. Au cours de la même période, le prix moyen des importations en provenance d'Ukraine a légèrement augmenté, passant de 11 à 14 EUR/unité, tandis que le prix moyen des importations en provenance d'Inde est passé de 8,99 à 19,36 EUR/unité.

#### 5.4. Situation économique de l'industrie de l'Union

##### 5.4.1. Observations générales

- (124) L'appréciation de la situation économique de l'industrie de l'Union a comporté une évaluation de tous les indicateurs économiques qui ont influé sur la situation de cette industrie durant la période considérée.
- (125) Comme indiqué au considérant 17, l'échantillonnage a été utilisé pour évaluer la situation économique de l'industrie de l'Union.
- (126) Pour la détermination du préjudice, la Commission a opéré une distinction entre les indicateurs de préjudice macroéconomiques et microéconomiques. La Commission a évalué les indicateurs macroéconomiques sur la base des données contenues dans les réponses au questionnaire soumises par les requérants ainsi que des données contenues dans la base de données constituée en application de l'article 14, paragraphe 6. La Commission a évalué les indicateurs microéconomiques sur la base des données figurant dans les réponses au questionnaire fournies par les producteurs de l'Union retenus dans l'échantillon.
- (127) Les indicateurs macroéconomiques sont les suivants: production, capacités de production, utilisation des capacités, volume des ventes, part de marché, croissance, emploi et productivité.
- (128) Les indicateurs microéconomiques sont les suivants: prix unitaires moyens, coût unitaire, coûts de la main-d'œuvre, stocks, rentabilité, flux de liquidités, investissements et rendement des investissements.

##### 5.4.2. Indicateurs macroéconomiques

##### 5.4.2.1. Production, capacités de production et utilisation des capacités

- (129) Au cours de la période considérée, la production totale dans l'Union, ses capacités de production et l'utilisation de ses capacités ont évolué comme suit:

Tableau 6

#### Production, capacités de production et utilisation des capacités

	2020	2021	2022	2023	Période d'enquête de réexamen
Volume de production (unité de mesure)	3 809 828	3 817 450	4 036 480	3 813 199	3 722 588
<i>Indice</i>	100	100	106	100	98
Capacités de production (unité de mesure)	6 038 000	6 038 000	6 038 000	6 038 000	6 038 000
<i>Indice</i>	100	100	100	100	100
Utilisation des capacités	63 %	63 %	67 %	63 %	62 %
<i>Indice</i>	100	101	106	103	101

Source: Réponses au questionnaire.

- (130) La production totale dans l'Union est restée stable au cours de la période considérée: elle n'a augmenté que de 6 %, soit 4,0 millions d'unités, en 2022, mais a baissé en 2023 et au cours de la période d'enquête de réexamen, durant laquelle elle a atteint des niveaux semblables à ceux de 2020. Le pic de production en 2022 a suivi l'évolution du volume des ventes présentée dans la section suivante. Les capacités de production sont restées inchangées pendant toute la période considérée.

## 5.4.2.2. Volume des ventes et part de marché

- (131) Au cours de la période considérée, le volume des ventes et la part de marché de l'industrie de l'Union ont évolué comme suit:

Tableau 7

**Volume des ventes et part de marché (en unités)**

	2020	2021	2022	2023	Période d'enquête de réexamen
Volume total des ventes sur le marché de l'Union	3 238 467	3 267 174	3 418 216	3 319 567	3 268 752
<i>Indice</i>	100	101	106	103	101
Part de marché	51 %	54 %	62 %	63 %	59 %
<i>Indice</i>	100	106	121	123	115

Source: Réponses au questionnaire.

- (132) Le volume des ventes de l'industrie de l'Union sur le marché de l'Union est resté globalement stable, avec de légères fluctuations au cours de la période considérée. Après avoir augmenté pour passer de 3,2 millions d'unités en 2021 à 3,4 millions en 2022, le volume des ventes a de nouveau diminué pour s'établir à 3,3 millions en 2023 et, au cours de la période d'enquête de réexamen, il représentait à peu près le même niveau qu'en 2020, soit 3,2 millions d'unités. La part de marché de l'industrie de l'Union a suivi la tendance des ventes, augmentant en 2022 et en 2023 et diminuant de nouveau au cours de la période d'enquête de réexamen; dans l'ensemble, elle a augmenté de 15 % pendant la période considérée.
- (133) Tandis que le volume des ventes est resté à peu près au même niveau au cours de la période considérée, la part de marché de l'industrie de l'Union a augmenté de 9 points de pourcentage pour s'établir à 59 %. Cela s'explique par la légère baisse globale de la consommation de l'Union, comme décrit au considérant 107.

## 5.4.2.3. Croissance

- (134) Le volume de production et des ventes de l'industrie de l'Union est resté stable, tandis que la consommation a légèrement diminué, ce qui a entraîné une augmentation de la part de marché de l'industrie de l'Union. L'emploi dans l'industrie de l'Union est resté stable tout au long de la période considérée. Sur cette base, il est possible de conclure que l'industrie de l'Union a maintenu, mais n'a pas amélioré, sa position en matière de production et de ventes sur un marché en légère baisse au cours de la période considérée.

## 5.4.2.4. Emploi et productivité

- (135) Au cours de la période considérée, l'emploi et la productivité ont évolué comme suit:

Tableau 8

**Emploi et productivité**

	2020	2021	2022	2023	Période d'enquête de réexamen
Nombre de salariés	484	472	492	482	482
<i>Indice</i>	100	98	102	100	100

	2020	2021	2022	2023	Période d'enquête de réexamen
Productivité (en unités/salarié)	7 877	8 088	8 212	7 914	7 725
Indice	100	98	102	100	100

Source: Réponses au questionnaire.

(136) L'emploi, bien que légèrement fluctuant, est resté globalement stable au cours de la période considérée. Plus précisément, il a baissé de 2020 à 2021, avant d'augmenter en 2022 pour atteindre un niveau record. Ensuite, le nombre de salariés a de nouveau diminué pour atteindre le même niveau qu'en 2020, reflétant également la baisse des volumes de production et des ventes en 2023 et au cours de la période d'enquête de réexamen par rapport à l'année 2022.

(137) La productivité, mesurée en production (unités) par personne occupée et par an, est restée relativement stable, avec de légères fluctuations. Elle a légèrement augmenté en 2022 par rapport à 2020, avant de retomber au niveau de 2020 au cours de la période d'enquête de réexamen.

#### 5.4.2.5. Importance de la marge de dumping et rétablissement à la suite de pratiques de dumping antérieures

(138) Le dumping a continué à un niveau considérable au cours de la période d'enquête de réexamen. Les producteurs-exportateurs chinois ont également continué de sous-coter les prix de vente de l'industrie de l'Union pendant la période d'enquête de réexamen.

(139) Dans le même temps, malgré les mesures antidumping en vigueur, le niveau des importations en provenance de Chine est resté important, représentant entre 5 % et 7 % de la part de marché au cours de la période d'enquête de réexamen. Dès lors, l'incidence de l'importance de la marge de dumping réelle de la Chine sur l'industrie de l'Union a persisté et ne peut pas être considérée comme négligeable.

(140) Toutefois, malgré le fait qu'il existait toujours un dumping pour les importations en provenance de la RPC, l'analyse des indicateurs de préjudice montre que les mesures en vigueur ont eu un effet de protection et une incidence globalement positive sur l'industrie de l'Union.

#### 5.4.3. Indicateurs microéconomiques

##### 5.4.3.1. Prix et facteurs influant sur les prix

(141) Au cours de la période considérée, les prix de vente unitaires moyens facturés par les producteurs de l'Union retenus dans l'échantillon à des acheteurs indépendants dans l'Union ont évolué comme suit:

Tableau 9

#### Prix de vente et coût de production dans l'Union (en EUR/unité)

	2020	2021	2022	2023	Période d'enquête de réexamen
Prix de vente unitaire moyen dans l'Union sur le marché total	10,8	12,4	13,9	14,5	14,4
Indice	100	114	128	133	133

	2020	2021	2022	2023	Période d'enquête de réexamen
Coût unitaire de production	11	13	15	14	15
<i>Indice</i>	100	119	138	130	132

Source: Réponses au questionnaire.

- (142) Les prix moyens ont augmenté de 33 % entre 2020 et la période d'enquête de réexamen. Cette augmentation fait suite à la forte hausse des coûts de production, notamment pour l'intrant le plus important, l'acier, à la suite de l'éclatement de la guerre en Ukraine <sup>(57)</sup>. L'industrie de l'Union est parvenue à augmenter ses prix, également dans le contexte d'une hausse générale de l'inflation dans l'Union causée par la perturbation des chaînes d'approvisionnement à la suite de l'éclatement de la guerre en Ukraine. Cependant, cette tendance à la hausse des prix à la suite de l'augmentation des coûts des intrants a pris fin au cours de l'année 2023. Durant la période d'enquête de réexamen, l'industrie de l'Union n'a plus relevé le niveau des prix, également dans un contexte d'augmentation des importations, comme indiqué aux considérants 109 et 118. Les prix ont même légèrement diminué par rapport à 2023.

#### 5.4.3.2. Coûts de la main-d'œuvre

- (143) Au cours de la période considérée, les coûts moyens de la main-d'œuvre des producteurs de l'Union retenus dans l'échantillon ont évolué comme suit:

Tableau 10

#### Coût moyen de la main-d'œuvre par salarié

	2020	2021	2022	2023	Période d'enquête de réexamen
Coût moyen de la main-d'œuvre par salarié (en EUR)	20 521	21 627	3 396	25 254	26 914
<i>Indice</i>	100	105	114	123	131

Source: Réponses au questionnaire.

- (144) Les coûts moyens de la main-d'œuvre n'ont cessé d'augmenter au cours de la période considérée: ils ont, en tout, augmenté d'environ 30 %. Cette augmentation reflète la tendance générale dans l'Union, selon laquelle les salaires nominaux ont augmenté afin de faire face à la hausse du coût de la vie, y compris des coûts de l'énergie, en particulier à la suite du déclenchement de la guerre en Ukraine <sup>(58)</sup>.

#### 5.4.3.3. Stocks

- (145) Au cours de la période considérée, les niveaux de stocks des producteurs de l'Union retenus dans l'échantillon ont évolué comme suit:

Tableau 11

#### Stocks

	2020	2021	2022	2023	Période d'enquête de réexamen
Stocks de clôture (en unités)	96 867	100 185	125 849	145 766	131 157
<i>Indice</i>	100	103	130	150	135

<sup>(57)</sup> Point 98 de la demande.

<sup>(58)</sup> Labour market and wage developments in Europe 2024 - Office des publications de l'Union européenne, p. 47.



	2020	2021	2022	2023	Période d'enquête de réexamen
Stocks de clôture en pourcentage de la production	3 %	3 %	3 %	4 %	4 %

Source: réponses au questionnaire.

- (146) Le niveau des stocks, exprimé en pourcentage du volume de production, est resté globalement stable au cours de la période considérée, le stock de clôture étant passé de 3 % en 2022 à 4 % en 2023.

#### 5.4.3.4. Rentabilité, flux de liquidités, investissements, rendement des investissements et aptitude à mobiliser les capitaux

- (147) Au cours de la période considérée, la rentabilité, les flux de liquidités, les investissements et le rendement des investissements des producteurs de l'Union retenus dans l'échantillon ont évolué comme suit:

Tableau 12

#### Rentabilité, flux de liquidités, investissements et rendement des investissements

	2020	2021	2022	2023	Période d'enquête de réexamen
Rentabilité des ventes dans l'Union à des acheteurs indépendants (en % du chiffre d'affaires des ventes)	3,69 %	4,61 %	3,27 %	6,85 %	6,52 %
<i>Indice</i>	100	125	89	185	176
Flux de liquidités (en EUR)	1 976 678	1 537 097	827 332	2 859 912	3 348 485
<i>Indice</i>	100	78	42	145	169
Investissements (en EUR)	566 161	391 113	209 915	289 386	324 510
<i>Indice</i>	100	69	37	51	57
Rendement des investissements	6 %	9 %	11 %	20 %	17 %
<i>Indice</i>	100	160	193	334	285

Source: Réponses au questionnaire.

- (148) La Commission a établi la rentabilité des producteurs de l'Union retenus dans l'échantillon en exprimant le bénéfice net avant impôt tiré des ventes du produit similaire à des acheteurs indépendants dans l'Union sous forme de pourcentage du chiffre d'affaires généré par ces ventes. Au cours de la période considérée, la rentabilité de l'industrie de l'Union a fluctué. Elle a d'abord augmenté entre 2020 et 2021, passant de 3,69 % à 4,61 %, puis a diminué en 2022 pour s'établir à 3,27 % et a de nouveau augmenté en 2023 pour atteindre 6,85 %. Durant la période d'enquête de réexamen, la rentabilité a légèrement baissé pour s'établir à 6,52 %. Globalement, la rentabilité est passée de 3,69 % en 2020 à 6,52 % au cours de la période d'enquête de réexamen, ce qui représente une augmentation de 2,83 points de pourcentage. Malgré la tendance à la hausse, le niveau de bénéfice n'a pas atteint le bénéfice cible jugé adéquat pour cette industrie lors du précédent réexamen au titre de l'expiration des

mesures (à savoir 7,0 %) <sup>(59)</sup>, sauf en 2023, lorsque les niveaux de rentabilité étaient proches de ce seuil. Cela s'explique principalement par l'augmentation du coût de production, comme indiqué au considérant 142, qui a été plus prononcée entre 2020 et 2022 que la hausse des prix de vente au cours de la même période. En 2023 et durant la période d'enquête de réexamen, cette tendance s'est inversée et les prix de vente ont augmenté plus rapidement que les coûts, ce qui s'est également traduit par la rentabilité enregistrée au cours de ces années, qui a considérablement augmenté par rapport à 2022.

- (149) Les flux nets de liquidités résultant des activités d'exploitation ont suivi la même tendance que la rentabilité. Ils ont diminué entre 2020 et 2022, surtout entre 2021 et 2022. Cette baisse est intervenue pendant une période de hausse des prix de vente, mais aussi d'augmentation des coûts de production. À partir de 2023, les flux nets de liquidités se sont améliorés et ont même été nettement plus élevés qu'au début de la période considérée.
- (150) Dans l'ensemble, le montant des investissements annuels a diminué environ de moitié entre 2020 et 2022. À la suite de cette forte baisse, les niveaux d'investissement se sont redressés en 2023 et au cours de la période d'enquête de réexamen, tout en restant à des niveaux relativement faibles. Ainsi, par rapport à 2020, on observait encore une baisse de 43 %. Lors du précédent réexamen au titre de l'expiration des mesures, la Commission avait observé que les montants élevés d'investissements annuels étaient précédés de taux de bénéfice élevés <sup>(60)</sup>. Cela est confirmé par le présent réexamen au titre de l'expiration des mesures. Les faibles taux de bénéfice au début de la période considérée ont été suivis d'une diminution du montant des investissements annuels, ce qui a entraîné une réduction notable des activités d'investissement de l'industrie de l'Union.
- (151) Le rendement des investissements est le bénéfice exprimé en pourcentage de la valeur comptable nette des investissements. Entre 2020 et 2022, ce pourcentage a augmenté, la valeur comptable nette des investissements ayant diminué, tandis que les bénéfices sont restés stables. C'est à partir de 2023 que les taux de rendement des investissements ont été les plus élevés, alors que les montants des investissements annuels étaient en augmentation. Cela montre que l'industrie de l'Union était en mesure d'accroître ses investissements et disposée à le faire, une fois que la rentabilité était suffisamment élevée.

#### 5.5. Conclusion concernant le préjudice

- (152) Les principaux indicateurs de préjudice, tels que la part de marché, les prix de vente ainsi que la rentabilité et d'autres indicateurs financiers tels que les investissements, ont affiché une tendance positive. Aucun des indicateurs de préjudice n'a affiché de tendance nettement négative. Cependant, la rentabilité est restée bien inférieure au bénéfice cible de 7 % jusqu'en 2022 et n'a avoisiné ce seuil qu'en 2023 et au cours de la période d'enquête de réexamen.
- (153) La capacité de l'industrie de l'Union à augmenter ses prix de vente a été limitée en raison de la concurrence déloyale des importations en provenance de la RPC, dont le volume, malgré les mesures antidumping en vigueur, a augmenté au cours de la période d'enquête de réexamen, à des prix inférieurs à ceux de l'industrie de l'Union. Dès lors, l'industrie de l'Union n'a pas été en mesure d'augmenter ses prix suffisamment pour compenser l'augmentation du coût de production intervenue au cours de la période considérée.
- (154) Compte tenu des considérations qui précèdent, la conclusion suivante peut être tirée: la situation de l'industrie de l'Union ne s'est pas détériorée au cours de la période considérée et les mesures se sont avérées efficaces dans une certaine mesure, en particulier dans une situation d'augmentation des coûts de production, et ont servi de filet de sécurité empêchant une augmentation significative des importations à bas prix en provenance de Chine, ce qui a permis à l'industrie de l'Union de réaliser certains bénéfices et de ne pas devenir déficitaire.
- (155) La Commission considère donc que l'industrie de l'Union n'a pas subi de préjudice important pendant la période d'enquête de réexamen. Toutefois, compte tenu de l'augmentation des coûts de production au cours de la période considérée, du faible niveau des investissements et de la rentabilité qui, quoiqu'en hausse, est restée inférieure au bénéfice cible, il peut être considéré que l'industrie de l'Union a encore besoin de temps pour consolider son évolution positive et se trouve donc toujours dans une situation vulnérable.

<sup>(59)</sup> Considérant 194 du règlement d'exécution (UE) 2019/1662 de la Commission.

<sup>(60)</sup> Considérant 188 du règlement d'exécution (UE) 2019/1662 de la Commission.

- (156) Globalement, compte tenu de ce qui précède, la Commission a conclu que l'industrie de l'Union n'a pas subi un préjudice important au sens de l'article 3, paragraphe 5, du règlement de base pendant la période d'enquête de réexamen.

#### 5.6. Probabilité d'une réapparition du préjudice

##### 5.6.1. Observation liminaire

- (157) Compte tenu des conclusions exposées aux considérants 152 à 156, la Commission a évalué, conformément à l'article 11, paragraphe 2, du règlement de base, s'il existait une probabilité de réapparition du préjudice initialement causé par les importations faisant l'objet d'un dumping en provenance de la RPC si les mesures venaient à expirer. À cette fin, elle a examiné les éléments suivants: les capacités de production et les capacités inutilisées de la RPC, l'attrait du marché de l'Union européenne, la politique des prix des producteurs-exportateurs chinois, les niveaux de prix probables pour l'Union en cas d'abrogation des mesures et l'effet des futures importations sur la situation de l'industrie de l'Union.

##### 5.6.2. Capacités de production et capacités inutilisées en RPC

- (158) Comme indiqué aux considérants 91 à 94 sur la base des informations disponibles conformément à l'article 18 du règlement de base, les producteurs chinois de planches à repasser disposent d'importantes capacités inutilisées et sont en mesure d'ajouter des capacités de production supplémentaires.

##### 5.6.3. L'attrait du marché de l'Union européenne

- (159) Comme indiqué aux considérants 95 à 101, le marché de l'Union est resté attrayant pour les importations chinoises, comme en témoigne le fait qu'elles entraient toujours sur le marché de l'Union en quantités importantes, représentant une part de marché de 6 % au cours de la période d'enquête de réexamen, malgré les mesures en vigueur.
- (160) Même si la quantité totale des importations a diminué au cours de la période considérée, comme indiqué au considérant 108, la quantité des importations de planches à repasser en acier inoxydable a augmenté, entraînant des prix plus élevés que pour les autres types de produits, comme indiqué aux considérants 110 et 113. Cette tendance à l'augmentation des importations devrait s'accroître en cas d'abrogation des mesures. L'acier inoxydable est précisément un domaine dans lequel les producteurs de la RPC bénéficient d'un avantage par rapport à leurs concurrents étrangers en raison de l'intervention persistante des pouvoirs publics, comme cela a déjà été souligné dans le rapport.

##### 5.6.4. Politique des prix des producteurs-exportateurs chinois et niveau de prix probable pour l'Union

- (161) Pour ce qui est des niveaux de prix des importations en provenance de la RPC qui seraient probablement atteints en l'absence de mesures antidumping, il a été considéré que les importations chinoises sous-cotaient déjà l'industrie de l'Union au cours de la période d'enquête de réexamen. La marge de sous-cotation, sans tenir compte des mesures antidumping, s'élevait à 26 %, ce qui a été considéré comme une estimation raisonnable des niveaux de prix des importations chinoises qui seraient possibles en cas d'abrogation des mesures.

##### 5.6.5. Incidence sur l'industrie de l'Union

- (162) Eu égard aux considérations qui précèdent, en cas d'expiration des mesures, l'industrie de l'Union sera confrontée à une augmentation importante des importations chinoises à des prix nettement inférieurs à ceux de l'industrie de l'Union. Si, pour tenter de rester rentable, l'industrie de l'Union maintenait ses niveaux de prix actuels, il est probable qu'elle perdrait rapidement des volumes de ventes et des parts de marché, même en cas d'augmentation de la consommation. La baisse du volume des ventes entraînerait une réduction du taux d'utilisation des capacités ainsi qu'une augmentation du coût de production moyen, ce qui provoquerait une détérioration de la situation financière de l'industrie de l'Union et une baisse de sa rentabilité, qui était déjà inférieure au bénéfice cible au cours de la période considérée.

- (163) Si l'industrie de l'Union tentait au contraire de s'aligner sur les niveaux de prix inférieurs des importations pour tenter de conserver son volume de ventes et sa part de marché, cela aurait une incidence négative immédiate sur son niveau de rentabilité, qui reste actuellement inférieur au bénéfice cible. Cela aurait également un effet négatif sur les investissements, qui n'avaient en tout état de cause pas pleinement repris au cours de la période considérée, ainsi que sur les indicateurs financiers de l'industrie de l'Union. Cette situation aurait une incidence grave sur le développement futur de la capacité de l'industrie de l'Union. En fin de compte, elle entraînerait une diminution du volume des ventes et de la part de marché ainsi qu'une perte d'emplois sur le marché de l'Union.

#### 5.6.6. Conclusion

- (164) Sur cette base, la Commission conclut que l'absence de mesures aboutirait, selon toute probabilité, à une augmentation notable des importations en provenance de la RPC faisant l'objet d'un dumping, à des prix préjudiciables, et qu'un préjudice important serait susceptible de réapparaître.

### 6. INTÉRÊT DE L'UNION

- (165) Conformément à l'article 21 du règlement de base, la Commission a examiné si le maintien des mesures antidumping existantes ne serait pas contraire à l'intérêt de l'Union dans son ensemble. L'intérêt de l'Union a été déterminé sur la base d'une appréciation des différents intérêts en jeu, y compris ceux de l'industrie de l'Union, des importateurs, des détaillants, des consommateurs et des utilisateurs.
- (166) La Commission rappelle qu'à l'issue des enquêtes précédentes il avait été considéré que l'institution ou le maintien de mesures n'était pas contraire à l'intérêt de l'Union. De plus, comme la présente enquête s'inscrit dans le cadre d'un réexamen et qu'elle analyse donc une situation dans laquelle des mesures antidumping sont déjà en vigueur, il est possible d'apprécier toute incidence négative anormale des mesures antidumping actuelles sur les parties concernées. Sur cette base, il a été examiné si, en dépit des conclusions concernant la probabilité d'une continuation ou d'une réapparition du dumping ou du préjudice, il existait des raisons impérieuses de conclure qu'il n'était pas dans l'intérêt de l'Union de maintenir les mesures dans ce cas particulier.

#### 6.1. Intérêt de l'industrie de l'Union

- (167) Comme indiqué aux considérants 162 et 163, l'enquête a montré que l'expiration des mesures aurait probablement un effet négatif important sur l'industrie de l'Union. Par ailleurs, le maintien des mesures permettrait à l'industrie de l'Union de maintenir, voire d'augmenter, ses niveaux de prix actuels et d'atteindre des marges de bénéfice durables, évitant ainsi les périodes de détérioration financière. Cela lui permettrait de poursuivre et d'accroître ses investissements, et donc de conserver et de consolider sa position sur le marché de l'Union.
- (168) Par conséquent, le maintien des mesures antidumping en vigueur est dans l'intérêt de l'industrie de l'Union.

#### 6.2. Intérêt des importateurs indépendants, des détaillants et des consommateurs (ménages)

- (169) Aucun importateur indépendant n'a coopéré à l'enquête. Aucune des autres parties éventuellement intéressées ne s'est fait connaître durant l'enquête. Comme dans l'enquête précédente, aucune partie représentant les intérêts des utilisateurs finaux, par exemple des associations de consommateurs, ne s'est manifestée ni n'a coopéré à l'enquête.
- (170) Sur la base des conclusions du précédent réexamen au titre de l'expiration des mesures, rien n'indique que le maintien des mesures aurait, sur les importateurs ou les utilisateurs, une incidence négative importante qui l'emporterait sur l'incidence positive des mesures pour l'industrie de l'Union. Le présent réexamen n'a révélé aucune information susceptible de contredire ces conclusions.
- (171) En outre, comme indiqué au considérant 116, les importations en provenance d'autres pays tiers non soumis à des droits antidumping représentaient environ un tiers de la part de marché de l'Union, ce qui a contribué à la concurrence par les prix et au choix de l'offre sur le marché. Par conséquent, la Commission conclut qu'aucun élément de preuve ne donne à penser que les mesures en vigueur ont eu des répercussions considérables sur les importateurs du produit soumis au réexamen ou sur d'autres parties intéressées.

### 6.3. Conclusion concernant l'intérêt de l'Union

- (172) Eu égard aux considérations qui précèdent, la Commission a conclu qu'aucune raison impérieuse ayant trait à l'intérêt de l'Union ne s'opposait au maintien des mesures antidumping en vigueur.

## 7. MESURES ANTIDUMPING

- (173) Sur la base des conclusions établies par la Commission concernant la probabilité d'une continuation du dumping, la probabilité d'une réapparition du préjudice et l'intérêt de l'Union, conformément à l'article 11, paragraphe 2, du règlement de base, il convient de maintenir les mesures antidumping instituées sur les importations de planches à repasser en provenance de Chine.
- (174) Afin de réduire autant que possible les risques de contournement liés à la différence existant entre les taux de droit, des mesures spéciales sont nécessaires pour garantir l'application des droits antidumping individuels. L'application de droits antidumping individuels ne vaut que sur présentation d'une facture commerciale en bonne et due forme aux autorités douanières des États membres. La facture doit être conforme aux exigences énoncées à l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 3, du présent règlement. Jusqu'à présentation de cette facture, les importations devraient être soumises au droit antidumping applicable à «toutes les autres importations originaires de la République populaire de Chine».
- (175) Bien que la présentation de cette facture soit nécessaire pour que les autorités douanières des États membres appliquent les taux de droit antidumping individuels aux importations, cette facture n'est pas le seul élément que les autorités douanières doivent prendre en considération. De fait, même en présence d'une facture satisfaisant à toutes les exigences énoncées à l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 3, du présent règlement, les autorités douanières des États membres doivent effectuer leurs vérifications habituelles et peuvent, comme dans tous les autres cas, exiger des documents supplémentaires (documents d'expédition, etc.) afin de vérifier l'exactitude des renseignements contenus dans la déclaration et de garantir que l'application consécutive du taux de droit inférieur est justifiée, conformément à la législation douanière.
- (176) Si le volume des exportations de l'une des sociétés bénéficiant de taux de droit individuels plus bas devait augmenter de manière significative après l'institution des mesures concernées, cette augmentation de volume pourrait être considérée comme constituant en soi une modification de la configuration du commerce résultant de l'institution de mesures, au sens de l'article 13, paragraphe 1, du règlement de base. Dans de telles circonstances, et si les conditions sont remplies, une enquête anticontournement pourra être ouverte. Cette enquête pourra notamment examiner la nécessité de supprimer le(s) taux de droit individuel(s) et d'instituer, par conséquent, un droit à l'échelle nationale.
- (177) Les taux de droit antidumping individuels par société prévus dans le présent règlement s'appliquent exclusivement aux importations du produit soumis au réexamen originaire de Chine et produit par les entités juridiques citées. Il convient que les importations du produit soumis au réexamen produit par toute autre société dont le nom n'est pas spécifiquement mentionné dans le dispositif du présent règlement, y compris les entités liées aux sociétés spécifiquement mentionnées, soient soumises au taux de droit applicable à «toutes les autres importations originaires de Chine». Ces importations ne devraient pas être soumises à l'un des taux de droit antidumping individuels.
- (178) Une société peut demander l'application de ces taux de droit antidumping individuels si elle change ultérieurement le nom de son entité. La demande doit être adressée à la Commission <sup>(61)</sup>. Elle doit contenir toutes les informations pertinentes permettant de démontrer que ce changement n'a pas d'effet sur le droit de la société à bénéficier du taux qui lui est applicable. Si le changement de raison sociale de la société n'a pas d'effet sur le droit de celle-ci à bénéficier du taux de droit qui lui est applicable, un règlement relatif au changement de raison sociale sera publié au *Journal officiel de l'Union européenne*.
- (179) Les statistiques relatives aux planches à repasser sont souvent exprimées en nombre d'unités. Il n'existe cependant aucune unité supplémentaire de ce type pour les planches à repasser dans la nomenclature combinée publiée à l'annexe I du règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil du 23 juillet 1987 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun <sup>(62)</sup>. Lors d'une importation de planches à repasser, il convient par conséquent d'inscrire non seulement le poids en kilos ou en tonnes, mais aussi le nombre d'unités dans la déclaration de mise en libre pratique. Le nombre d'unités doit être indiqué pour les codes TARIC 3924 90 00 10, 4421 99 99 10, 7323 93 00 10, 7323 99 00 10, 8516 79 70 10 et 8516 90 00 51.

<sup>(61)</sup> Commission européenne, direction générale du commerce, direction G, rue de la Loi 170, 1040 Bruxelles, Belgique.

<sup>(62)</sup> Règlement d'exécution (UE) 2024/2522 de la Commission du 23 septembre 2024 modifiant l'annexe I du règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun (JO L, 2024/2522, 31.10.2024, ELI: [http://data.europa.eu/eli/reg\\_impl/2024/2522/oj](http://data.europa.eu/eli/reg_impl/2024/2522/oj)).

- (180) Toutes les parties intéressées ont été informées des faits et considérations essentiels sur la base desquels il était envisagé de recommander le maintien des mesures existantes. Un délai leur a également été accordé pour leur permettre de formuler des observations sur les informations ainsi communiquées. Aucune observation n'a été reçue.
- (181) Compte tenu de l'article 109 du règlement (UE, Euratom) 2024/2509 du Parlement européen et du Conseil <sup>(63)</sup>, lorsqu'un montant doit être remboursé à la suite d'un arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne, le taux d'intérêt devrait être le taux appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement tel qu'il est publié dans la série C du *Journal officiel de l'Union européenne* en vigueur le premier jour civil de chaque mois.
- (182) Les mesures prévues par le présent règlement sont conformes à l'avis du comité établi par l'article 15, paragraphe 1, du règlement (UE) 2016/1036,

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

#### Article premier

1. Un droit antidumping définitif est institué sur les importations de planches à repasser, relevant actuellement des codes NC ex 3924 90 00, ex 4421 99 99, ex 7323 93 00, ex 7323 99 00, ex 8516 79 70 et ex 8516 90 00 (codes TARIC 3924 90 00 10, 4421 99 99 10, 7323 93 00 10, 7323 99 00 10, 8516 79 70 10 et 8516 90 00 51) et originaires de la République populaire de Chine.

2. Les taux du droit antidumping définitif applicables au prix net franco frontière de l'Union, avant dédouanement, du produit décrit au paragraphe 1 et produit par les sociétés énumérées ci-après s'établissent comme suit:

Pays d'origine	Société	Droit antidumping (en %)	Code additionnel TARIC
République populaire de Chine	Foshan City Gaoming Lihe Daily Necessities Co. Ltd, Foshan	34,9	A782
République populaire de Chine	Guangzhou Power Team Houseware Co. Ltd, Guangzhou	39,6	A783
République populaire de Chine	Since Hardware (Guangzhou) Co., Ltd, Guangzhou	35,8	A784
République populaire de Chine	Guangdong Wireking Household Supplies Co. Ltd, Foshan	18,1	A785
République populaire de Chine	Zhejiang Harmonic Hardware Products Co. Ltd, Quzhou	26,5	A786
République populaire de Chine	Greenwood Houseware (Zhuhai) Ltd, Guangdong	22,7	A953
République populaire de Chine	Toutes les autres importations originaires de la République populaire de Chine	42,3	A999

3. L'application des taux de droit individuels précisés pour les sociétés mentionnées au paragraphe 2 est subordonnée à la présentation aux autorités douanières des États membres d'une facture commerciale en bonne et due forme, sur laquelle doit figurer une déclaration datée et signée par un représentant de l'entité délivrant une telle facture, identifié par son nom et sa fonction, et rédigée comme suit: «Je, soussigné(e), certifie que les (volume en kilogrammes et nombre d'unités) de planches à repasser vendues à l'exportation vers l'Union européenne et faisant l'objet de la présente facture ont été fabriqués par (nom et adresse de la société) (code additionnel TARIC) en République populaire de Chine. Je déclare que les informations fournies dans la présente facture sont complètes et correctes.». Tant que cette facture n'a pas été présentée, le taux de droit applicable à toutes les autres sociétés s'applique.

<sup>(63)</sup> Règlement (UE, Euratom) 2024/2509 du Parlement européen et du Conseil du 23 septembre 2024 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union (JO L, 2024/2509, 26.9.2024, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2024/2509/oj>).

4. Lorsqu'une déclaration de mise en libre pratique est présentée pour le produit visé au paragraphe 1, indépendamment de son origine, le nombre d'unités du produit importées est inscrit dans la rubrique correspondante de ladite déclaration.

Les États membres communiquent mensuellement à la Commission le nombre d'unités importées sous les codes TARIC 3924 90 00 10, 4421 99 99 10, 7323 93 00 10, 7323 99 00 10, 8516 79 70 10 et 8516 90 00 51.

5. Sauf indication contraire, les dispositions en vigueur en matière de droits de douane s'appliquent.

#### *Article 2*

Le présent règlement entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 27 novembre 2025.

*Par la Commission*  
*La présidente*  
Ursula VON DER LEYEN